

Deuxième rapport trimestriel

Semestre terminé le 31 juillet 2003

DISCUSSION ET ANALYSE DE LA DIRECTION [REDESSÉE]

La discussion et analyse de la direction qui suit repose sur les résultats établis selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Elle est également fondée sur le bénéfice (la perte) avant intérêts nets des secteurs manufacturiers, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées (« BAII ») ainsi que sur le bénéfice (la perte) avant impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (« BAI »). La direction considère que les éléments spéciaux ne font pas partie du cours normal des activités quotidiennes de la Société ou qu'ils pourraient nuire à l'analyse des tendances. Ces mesures de calcul du bénéfice n'ont aucun sens normalisé reconnu par les PCGR et peuvent donc difficilement se comparer à celles présentées par d'autres sociétés.

FAITS SAILLANTS DU TRIMESTRE

- Le 26 août 2003, la Société a conclu une entente pour la vente du secteur des produits récréatifs. Le prix d'achat total estimatif de 1,2 milliard \$ est sujet à des rajustements de fermeture et autres rajustements du prix d'achat.
- Bombardier Aéronautique a reçu une commande de US Airways pour la livraison de 60 avions Bombardier* CRJ200* et de 25 avions Bombardier* CRJ700*, pour une valeur totale d'environ 3,2 milliards \$. Les livraisons devraient débuter au quatrième trimestre de l'exercice courant. Les 85 commandes fermes incluent le transfert des 36 commandes fermes d'appareils Bombardier* CRJ* détenues par GE Capital Aviation Services, pour une augmentation nette du carnet de commandes de 49 avions. Le contrat comprend également 90 commandes reconfirmables et 100 options.
- La Société a conclu la vente de l'aéroport municipal de Belfast pour un montant total de 35,0 millions £ (77,7 millions \$), réalisant un gain de 3,4 millions \$.
- La Société a annoncé une entente visant la vente de son unité de services à l'aviation militaire pour une contrepartie totale de 90,0 millions \$ US (126,7 millions \$). La conclusion de l'entente est conditionnelle à l'approbation de tous les organismes de réglementation compétents et à d'autres approbations émanant notamment d'organismes gouvernementaux du Canada et des États-Unis.
- La réduction des portefeuilles en liquidation progressive sous gestion



BOMBARDIER

Une expérience extraordinaire

se poursuit comme prévu chez Bombardier Capital (« BC »). Ces portefeuilles ont été réduits de 688,1 millions \$, ou de 16,7 %, au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours. Après la fin du trimestre, la Société a conclu une entente visant la vente, à la valeur comptable, d'une importante partie du portefeuille d'avions d'affaires de BC pour 339,0 millions \$ US (475,0 millions \$).

- Le 9 juillet 2003, la Société a renouvelé la tranche de 364 jours de sa facilité de crédit européenne. Après la fin du trimestre, elle a obtenu un engagement ferme pour le renouvellement de la tranche de 364 jours de sa facilité de crédit nord-américaine, avec effet au 9 septembre 2003.
- Moody's Investor Services, Standard and Poor's et Fitch Ratings Inc. ont tous confirmé la cote de crédit de la Société.
- Après la fin du trimestre, BC a reçu des engagements d'achat visant 400,0 millions \$ US de titres adossés à des créances publiques liées aux portefeuilles de financement des stocks. La date d'émission prévue est le 27 août 2003.

INCIDENCE DE FLUCTUATIONS DE TAUX DE CHANGE

La Société est exposée aux fluctuations de taux de change, principalement liées au dollar américain et à l'euro. Au premier semestre de l'exercice 2004, le dollar canadien s'est raffermi par rapport au dollar américain et à l'euro. La principale incidence de ces fluctuations sur les états financiers consolidés intermédiaires a été de diminuer les postes du bilan au 31 juillet 2003, pour ceux libellés en dollars américains surtout dans les secteurs aéronautique et BC, et pour ceux libellés en euros surtout dans le secteur transport. Ces diminutions découlent principalement de la conversion des postes de bilan d'établissements étrangers autonomes dont la devise fonctionnelle est le dollar américain ou l'euro, et elles n'ont aucune incidence sur les résultats d'exploitation.

De plus, le taux de change moyen de l'euro par rapport au dollar canadien a progressé au cours du second trimestre et du premier semestre de l'exercice comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, tandis que le taux de change moyen du dollar américain a baissé pour les mêmes périodes. Par conséquent, les résultats d'exploitation des établissements autonomes européens, convertis en dollars canadiens, principalement dans le secteur transport, s'en sont trouvés améliorés, et les résultats d'exploitation des établissements autonomes américains, surtout dans les secteurs aéronautique et BC, en ont souffert. Les fluctuations des taux de change relatives aux transactions en devises n'ont pas d'incidence importante à court terme sur les résultats d'exploitation en raison des activités de couverture de la Société.

Les taux de change employés pour convertir les éléments libellés en dollars américains et en euros sont les suivants :

	Bilans	
	Au 31 juillet 2003	Au 31 janvier 2003
Dollars américains	1,4073	1,5290
Euros	1,5808	1,6421

	États des résultats			
	Trimestre terminé le 31 juillet 2003	Trimestre terminé le 31 juillet 2002	Semestre terminé le 31 juillet 2003	Semestre terminé le 31 juillet 2002
Dollars américains	1,3723	1,5424	1,4274	1,5654
Euros	1,5833	1,4735	1,5931	1,4337

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le 26 août 2003, la Société a conclu une entente de principe pour la vente du secteur des produits récréatifs. Les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et la situation financière de Bombardier Produits récréatifs sont présentés comme activités abandonnées. Les résultats d'exploitation du secteur des produits récréatifs sont présentés rétroactivement sous un poste distinct dans les états des résultats consolidés intermédiaires de la Société.

Les revenus consolidés ont totalisé 5,3 milliards \$ pour chacun des trimestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, les revenus consolidés ont reculé de 1,2 % à 10,2 milliards \$, comparativement à 10,3 milliards \$ pour le même semestre de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution des revenus du secteur aéronautique.

Le BAII s'est élevé à 185,1 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, en regard de 103,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation du BAII découle d'un accroissement du BAII dans le secteur aéronautique. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, le BAII a été de 355,7 millions \$, comparativement à 404,0 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. La diminution du BAII est principalement attribuable à une baisse du BAII dans le secteur aéronautique, compensée en partie par un BAII plus élevé dans le secteur transport.

Les intérêts débiteurs nets dans les secteurs aéronautique et transport ont diminué pour s'établir à 37,8 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003 comparativement à 38,4 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2002. Cette baisse s'explique principalement par une diminution des actifs nets moyens et par l'émission de 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) en avril 2003 pour un produit net total de 1,2 milliard \$. Pour le premier semestre de l'exercice, les intérêts débiteurs nets ont totalisé 82,6 millions \$, en regard de 69,8 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'augmentation des actifs nets moyens pour le premier trimestre de l'exercice en cours.

Par conséquent, le BAI pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003 s'est élevé à 147,3 millions \$, ou 2,8 % des revenus, en regard de 65,0 millions \$, ou 1,2 % des revenus, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le BAI pour le semestre terminé le 31 juillet 2003 a atteint 273,1 millions \$, ou 2,7 % des revenus, contre 334,2 millions \$, ou 3,2 % des revenus, pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les impôts sur les bénéfices pour les activités poursuivies de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours ont totalisé 51,3 millions \$, contre 21,7 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice, les impôts sur les bénéfices pour les activités poursuivies se sont établis à 95,0 millions \$, comparativement à 111,6 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Le taux d'imposition réel consolidé pour le semestre terminé le 31 juillet 2003 a été de 34,8 %, par rapport à 33,4 % pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à une proportion plus élevée de bénéfices avant impôts générés en Europe au cours du semestre terminé le 31 juillet 2003 en regard de la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice découlant des activités poursuivies a atteint 96,0 millions \$, ou 0,05 \$ l'action, pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours, contre 43,3 millions \$, ou 0,02 \$ l'action, pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, le bénéfice découlant des activités poursuivies a été de 178,1 millions \$, ou 0,10 \$ l'action, comparativement à 222,6 millions \$, ou 0,15 \$ l'action, pour la même période de l'exercice précédent.

La perte découlant des activités abandonnées a totalisé 2,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours, comparativement à un bénéfice redressé (voir note 1) de 12,1 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. La perte découlant des activités abandonnées a atteint 4,2 millions \$ pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, en regard d'un bénéfice redressé (voir note 1) de 4,3 millions \$ pour le semestre terminé le 31 juillet 2002. Les diminutions du bénéfice découlant des activités abandonnées sont principalement attribuables à davantage de mesures incitatives à la vente de motoneiges au premier trimestre de l'exercice en cours, au changement dans le moment de la comptabilisation des concessions de vente en vertu d'une convention comptable nouvellement adoptée et d'une combinaison de produits différente. Les activités abandonnées ont généré des revenus de 492,1 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, en regard de 500,4 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent et des revenus de 999,5 millions \$ pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, contre 945,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression s'explique surtout par l'essor des ventes de véhicules tout-terrains et de moteurs hors-bord, compensée en partie par un recul des ventes de pièces et d'accessoires.

Le bénéfice net s'est élevé à 93,2 millions \$, ou 0,05 \$ l'action, pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours, contre un bénéfice net redressé (voir note 1) de 55,4 millions \$, ou 0,03 \$ l'action, pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice en cours, le bénéfice net a été de 173,9 millions \$, ou 0,10 \$ l'action, comparativement à un bénéfice net redressé (voir note 1) de 226,9 millions \$, ou 0,15 \$ l'action, pour la même période de l'exercice précédent.

Au 31 juillet 2003, le carnet de commandes s'élevait à 48,1 milliards \$, contre 44,4 milliards \$ au 31 janvier 2003. L'augmentation du carnet de commandes pour le semestre terminé le 31 juillet 2003 découle principalement des commandes des consortiums Metronet reçues au cours du premier trimestre de l'exercice en cours, en partie compensée par une diminution du carnet de commandes du secteur aéronautique et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2003, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation du coût des ventes d'avions, passant de la méthode de comptabilisation par programme à la méthode du coût moyen. De plus, les coûts non récurrents, dont la conception et la mise au point de prototypes, qui étaient auparavant reportés à titre de coût des stocks, sont désormais portés aux immobilisations corporelles comme outillage de programme. Ces modifications des conventions comptables ont été adoptées rétroactivement et ont donné lieu à un redressement des états financiers des périodes antérieures, y compris les états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre terminés le 31 juillet 2002.

Les revenus sectoriels de Bombardier Aéronautique se sont élevés à 2,8 milliards \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, en regard de 2,7 milliards \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une hausse du nombre de livraisons de biréacteurs de transport régional, partiellement compensée par un affaiblissement du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, dont l'incidence a été d'environ 170,0 millions \$. Les revenus sectoriels ont atteint 5,2 milliards \$ pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, comparativement à 5,4 milliards \$ pour la même période de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable à une baisse du nombre de livraisons d'avions d'affaires et à un affaiblissement du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, dont l'incidence a été d'environ 230,0 millions \$, en partie compensé par une augmentation du nombre de livraisons de biréacteurs de transport régional et d'avions d'occasion.

Le BAII pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003 s'est établi à 73,6 millions \$, comparativement à une perte de 7,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAII du deuxième trimestre de l'exercice en cours reflète une augmentation du nombre de livraisons de biréacteurs de transport régional, compensée par la faiblesse continue du marché des biréacteurs d'affaires qui a résulté en une baisse du nombre de livraisons d'avion et en des ventes plus faibles de pièces de rechange et de parts d'avion dans le cadre du programme de la multipropriété. Le BAII du deuxième trimestre de l'exercice en cours a également été affecté par des éléments spéciaux totalisant 39,0 millions \$, principalement liés à des coûts d'indemnités de départ et à d'autres coûts de cessation d'emploi pour départ involontaire. Le BAII du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2002 comprenait des éléments spéciaux de 170,4 millions \$ relatifs à la réduction de valeur des avions d'occasion et à d'autres provisions résultant des revenus moins élevés que prévu de la sous-location des avions d'occasion à turbopropulsion, ainsi que d'éléments spéciaux de 41,0 millions \$ relatifs au règlement final d'une poursuite et d'un différend contractuel avec un client. Le BAII pour le semestre terminé le 31 juillet 2003 a été de 127,4 millions \$, ou 2,4 % des revenus, en regard de 204,0 millions \$, ou 3,8 % des revenus, pour la même période de l'exercice précédent. Le BAII pour le premier semestre de l'exercice en cours a souffert d'une combinaison défavorable de livraisons d'avions, découlant principalement d'une baisse du nombre de livraisons d'avions d'affaires, en partie compensée par une hausse du nombre de livraisons de biréacteurs de transport régional. Le BAII pour le premier semestre de l'exercice en cours a également été affecté par des éléments spéciaux de 52,4 millions \$, relatifs principalement à des coûts d'indemnités de départ et à d'autres coûts de cessation d'emploi pour départ involontaire, alors que le BAII de la période correspondante de l'exercice précédent a été affecté par des éléments spéciaux de 211,4 millions \$.

Les intérêts débiteurs nets ont atteint 49,3 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, en regard de 67,0 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2002. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, les intérêts débiteurs nets ont totalisé 110,1 millions \$, comparativement à 120,7 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Ces diminutions sont principalement attribuables à une baisse des actifs nets moyens.

Par conséquent, le BAI s'est élevé à 24,3 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, en regard d'une perte de 74,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, le BAI a été de 17,3 millions \$, ou 0,3 % des revenus, contre 83,3 millions \$, ou 1,5 % des revenus, pour le semestre terminé le 31 juillet 2002.

Le carnet de commandes du secteur aéronautique totalisait 16,0 milliards \$ au 31 juillet 2003, comparativement à 18,7 milliards \$ au 31 janvier 2003 (incluant 1,6 milliard \$ et 1,7 milliard \$ respectivement pour les Services à la défense). La réduction du carnet de commandes, comparativement au 31 janvier 2003, reflète l'augmentation du nombre de livraisons par rapport à celui des commandes reçues, ainsi que le rajustement négatif d'environ 1,0 milliard \$ relatif à la baisse du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

Avions d'affaires

Les livraisons présentées dans le tableau qui suit comprennent les appareils vendus aux clients nord-américains du programme Bombardier* Flexjet*, qui permet aux particuliers ou aux sociétés d'acheter une part d'un biréacteur d'affaires Bombardier.

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	2003	31 juillet 2002	2003	31 juillet 2002
Bombardier* Learjet* 31A	1	2	1	3
Bombardier Learjet 45	5	6	12	15
Bombardier Learjet 60	5	4	7	9
Bombardier* Challenger* 604	6	6	10	12
Bombardier* Global Express*	2	3	5	10
TOTAL	19	21	35	49

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 31 juillet 2003, le nombre de livraisons d'avions d'affaires a baissé en raison de la faiblesse de l'économie américaine.

Le Bombardier Challenger 300, biréacteur d'affaires superintermédiaire, a été certifié par la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis le 4 juin 2003, cinq jours après avoir obtenu une approbation similaire de Transports Canada. Le 31 juillet 2003, il a également été certifié par la Joint Aviation Authorities d'Europe. Le premier appareil Bombardier Challenger 300 a été livré en août 2003 au centre de finition, après obtention de son certificat de navigabilité le 2 août 2003.

L'appareil Bombardier Learjet 40, dérivé du biréacteur Bombardier Learjet 45, a été certifié par la FAA le 11 juillet 2003. Les livraisons devraient commencer au début de l'année 2004.

Programme Bombardier Flexjet

Au 31 juillet 2003, le nombre de clients ayant droit à des heures de vol a reculé pour s'établir à 690, contre 714 au 31 janvier 2003, ce qui reflète la faiblesse du marché de la multipropriété d'avions. Au 31 juillet 2003, le programme Bombardier Flexjet comptait 105 avions en service en Amérique du Nord, comparativement à 110 avions au 31 janvier 2003. Cette réduction reflète la baisse du nombre de clients.

Livraisons d'avions de transport régional

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	2003	31 juillet 2002	2003	31 juillet 2002
Bombardier CRJ200	39	33	73	57
Bombardier CRJ700	16	10	27	17
Bombardier* CRJ900*	3	-	4	-
Bombardier* Q100/200*	-	-	-	-
Bombardier* Q300*	4	2	5	4
Bombardier* Q400*	4	8	4	12
TOTAL	66	53	113	90

L'augmentation du nombre de livraisons d'avions de transport régional pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2003 reflète le besoin des transporteurs aériens régionaux d'accroître leur flotte d'avions de transport régional en raison de l'important rôle qu'ils continuent à jouer, en particulier dans la restructuration du réseau américain des transporteurs aériens.

Commandes d'avions de transport régional

			Trimestre terminé le	Trimestre terminé le
	Commandes	Annulations ⁽¹⁾	31 juillet 2003	31 juillet 2002
			Commandes nettes	Commandes nettes
Bombardier CRJ200	60	(16)	44	25
Bombardier CRJ700	25	(20)	5	1
Bombardier CRJ900	-	-	-	-
Bombardier Q100/200	-	-	-	-
Bombardier Q300	-	-	-	-
Bombardier Q400	-	-	-	-
TOTAL	85	(36)	49	26

			Semestre terminé le	Semestre terminé le
	Commandes	Annulations ⁽¹⁾	31 juillet 2003	31 juillet 2002
			Commandes nettes	Commandes nettes
Bombardier CRJ200	60	(16)	44	30
Bombardier CRJ700	26	(21)	5	1
Bombardier CRJ900	-	-	-	-
Bombardier Q100/200	1	-	1	-
Bombardier Q300	-	-	-	-
Bombardier Q400	17	-	17	-
TOTAL	104	(37)	67	31

⁽¹⁾Au cours du semestre terminé le 31 juillet 2003, Bombardier Aéronautique a reçu une commande de US Airways pour la livraison de 60 appareils Bombardier CRJ200 et de 25 appareils Bombardier CRJ700. Les 85 commandes fermes incluent le transfert des 36 commandes fermes d'avions Bombardier CRJ détenues par GE Capital Aviation Services, pour une augmentation nette du carnet de commandes de 49 avions. Les livraisons devraient commencer au quatrième trimestre de l'exercice courant. En outre, au cours du premier trimestre de l'exercice courant, Bombardier Aéronautique a également signé un contrat avec FlyBe, transporteur du Royaume-Uni, portant sur la livraison de 17 avions à turbopropulsion Bombardier Q400. Les livraisons ont commencé au deuxième trimestre de l'exercice en cours.

Au 31 juillet 2003, le carnet de commandes fermes, les options et les commandes conditionnelles d'avions de transport régional de Bombardier Aéronautique s'établissaient comme suit :

	Carnet de commandes fermes	Options et commandes conditionnelles ou lettres d'entente	Total
Bombardier CRJ200	220	945	1 165
Bombardier CRJ700	85	332	417
Bombardier CRJ900	20	62	82
Bombardier Q100/200	1	2	3
Bombardier Q300	3	26	29
Bombardier Q400	20	67	87
TOTAL	349	1 434	1 783

Avions amphibies

Aucun avion amphibie à turbopropulsion Bombardier* 415* n'a été livré au cours des semestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002.

BOMBARDIER TRANSPORT

Les revenus sectoriels de Bombardier Transport se sont élevés à 2,3 milliards \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, comparativement à 2,4 milliards \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement le résultat du niveau d'activités moins élevé en raison du calendrier d'achèvement et de mise en œuvre de contrats, compensée en partie par le raffermissement du taux de change moyen de l'euro par rapport au dollar canadien, qui a eu une incidence positive d'environ 150,0 millions \$. Les revenus sectoriels ont atteint 4,7 milliards \$ pour chacun des semestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002. L'incidence du raffermissement du taux de change moyen de l'euro par rapport au dollar canadien, s'élevant à environ 400,0 millions \$, a été compensée par le ralentissement du niveau d'activité de certains contrats importants.

Le BAII a atteint 93,0 millions \$, ou 4,0 % des revenus, pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, en regard de 79,9 millions \$, ou 3,3 % des revenus, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAII pour le semestre terminé le 31 juillet 2003 s'est établi à 185,2 millions \$, ou 3,9 % des revenus, comparativement à 148,2 millions \$, ou 3,1 % des revenus, pour le semestre terminé le 31 juillet 2002. Le raffermissement du taux de change moyen de l'euro par rapport au dollar canadien explique en grande partie ces hausses du BAII.

Les intérêts créditeurs nets ont diminué pour s'établir à 11,5 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003 comparativement à 28,6 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2002. Depuis le début de l'exercice, les intérêts créditeurs nets se sont élevés à 27,5 millions \$, contre 50,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des intérêts créditeurs nets est principalement attribuable à l'augmentation des actifs nets moyens.

Par conséquent, le BAI s'est établi à 104,5 millions \$, ou 4,5 % des revenus, pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, par rapport à 108,5 millions \$, ou 4,5 % des revenus, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAI a atteint 212,7 millions \$, ou 4,5 % des revenus, pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, en regard de 199,1 millions \$, ou 4,2 % des revenus, pour le semestre terminé le 31 juillet 2002.

Le carnet de commandes de Bombardier Transport se présentait comme suit :

(en milliards de dollars)	31 juillet 2003	31 janvier 2003
Activités de fabrication	25,5 \$	19,8 \$
Activités de service	6,6	5,9
TOTAL	32,1 \$	25,7 \$

Les commandes reçues au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2003 ont totalisé 3,4 milliards \$. L'augmentation de la valeur du carnet de commandes au 31 juillet 2003 par rapport au 31 janvier 2003 reflète de nouvelles commandes totalisant 12,6 milliards \$. Elle est compensée par un rajustement négatif d'environ 1,5 milliard \$ lié à la dépréciation de l'euro par rapport au dollar canadien au 31 juillet 2003, comparativement au 31 janvier 2003.

Les principales commandes reçues par Bombardier Transport au cours du premier semestre de l'exercice 2004 sont les suivantes :

Client	Produit	Nombre de voitures	Valeur (en millions de dollars)
Metronet pour le métro de Londres (Royaume-Uni)	Fourniture de matériel roulant, de systèmes de signalisation, et des services de maintenance, de remise à neuf et de gestion	1 738	7 930,0 \$ ⁽¹⁾
Kung Sing Engineering Corporation (Taiwan)	Fourniture de composants électriques et mécaniques d'un réseau de métro de 15 kilomètres, y compris des véhicules	202	729,0 \$
Deutsche Bahn AG (Allemagne)	Voitures-passagers à double niveau	233	495,0 \$
Deutsche Bahn AG (Allemagne)	60 trains régionaux de quatre voitures BR 423	240	227,0 \$
Société locale de transport de la Basse Saxe (Allemagne)	Locomotives et voitures-passagers à double niveau	8 locomotives, 40 voitures	212,0 \$
Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois	Voitures-passagers à double niveau	85	195,0 \$
Southern California Regional Rail Authority (É.-U.)	Services de maintenance pour le parc de trains de banlieue Metrolink	-	130,0 \$
Chemins de fer fédéraux suisses (CFF)	Locomotives multi-système	18	103,0 \$

⁽¹⁾Inclut 1,5 milliard \$ pour les services de maintenance.

BOMBARDIER CAPITAL

Le tableau suivant présente le total des actifs sous gestion avant la provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2003			Au 31 janvier 2003		
	Au bilan	Hors bilan	Total	Au bilan	Hors bilan	Total
Portefeuilles d'activités poursuivies						
Financement de stocks	2 201,1 \$	- \$	2 201,1 \$	2 953,6 \$	- \$	2 953,6 \$
Avions commerciaux						
Financement provisoire	676,8	-	676,8	848,8	-	848,8
Crédit-bail à long terme	438,2	-	438,2	451,0	-	451,0
	1 115,0	-	1 115,0	1 299,8	-	1 299,8
Matériel industriel	90,0	-	90,0	115,2	-	115,2
Total – Portefeuille d'activités poursuivies	3 406,1	-	3 406,1	4 368,6	-	4 368,6
Portefeuilles en liquidation progressive						
Avions d'affaires						
Prêts et contrats de location-financement	927,1	-	927,1	1 221,3	-	1 221,3
Avions d'occasion	472,1	-	472,1	815,0	-	815,0
	1 399,2	-	1 399,2	2 036,3	-	2 036,3
Affacturation de débiteurs	149,0	-	149,0	1 039,4	-	1 039,4
Crédit-bail pour wagons	55,3	936,6	991,9	61,1	1 017,8	1 078,9
Maisons usinées	366,1	-	366,1	434,1	-	434,1
Financement de biens de consommation	251,2	97,9	349,1	342,3	138,0	480,3
Autres	151,9	22,9	174,8	233,8	40,5	274,3
Total – Portefeuilles en liquidation progressive	2 372,7	1 057,4	3 430,1	4 147,0	1 196,3	5 343,3
TOTAL	5 778,8 \$	1 057,4 \$	6 836,2 \$	8 515,6 \$	1 196,3 \$	9 711,9 \$

Après la fin du trimestre, la Société a annoncé une entente pour la vente d'une partie importante du portefeuille de prêts et de contrats de location-financement d'avions d'affaires de BC pour 339,0 millions \$ US (475,0 millions \$). Le produit net prévu représente la valeur comptable des actifs vendus.

Les actifs sous gestion, avant la provision pour pertes sur créances, ont totalisé 6,8 milliards \$ au 31 juillet 2003, en regard de 9,7 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette baisse de 29,6 % découle principalement de la réduction des portefeuilles en liquidation progressive, particulièrement des portefeuilles d'avions d'affaires et d'affacturation de débiteurs, ainsi que de la réduction des portefeuilles de financement de stocks, correspondant à un niveau cyclique moins élevé des activités sous-jacentes. En outre, le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a aussi contribué pour environ 600,0 millions \$ à la réduction des actifs sous gestion.

La moyenne des actifs sous gestion a atteint 7,5 milliards \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, en comparaison de 11,7 milliards \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2002. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, la moyenne des actifs sous gestion a été de 8,3 milliards \$, contre 11,9 milliards \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces diminutions sont principalement attribuables à la réduction des portefeuilles en liquidation progressive, notamment des portefeuilles d'affacturation de débiteurs et d'avions d'affaires, ainsi qu'à la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, les revenus sectoriels de BC se sont établis à 172,9 millions \$, ou 2,3 % de la moyenne des actifs sous gestion (9,2 % sur une base annualisée), comparativement à 222,3 millions \$, ou 1,9 % (7,5 % sur une base annualisée) pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2002. Depuis le début de l'exercice, les revenus sectoriels se sont élevés à 389,9 millions \$, ou 4,7 % de la moyenne des actifs sous gestion (9,4 % sur une base annualisée), comparativement à 414,3 millions \$, ou 3,5 % (7,0 % sur une base annualisée) de la moyenne des actifs sous gestion. Ces baisses de revenus sont surtout attribuables à la réduction des portefeuilles en liquidation progressive et à la vigueur du dollar canadien face au dollar américain. Les baisses ont été compensées en partie par des revenus

additionnels provenant des portefeuilles de débiteurs titrisés liés au financement de stocks, qui étaient constatés hors bilan pour les quatre premiers mois de l'exercice précédent, et par des marges plus élevées.

Le BAI de BC a atteint 18,5 millions \$, ou 10,7 % des revenus pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, par rapport à un BAI de 31,2 millions \$, ou 14,0 % des revenus, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAI du semestre terminé le 31 juillet 2003 a été de 43,1 millions \$, ou 11,1 % des revenus, contre 51,8 millions \$, ou 12,5 % des revenus, pour le semestre terminé le 31 juillet 2002. Ces réductions du BAI s'expliquent principalement par la baisse des revenus provenant des portefeuilles en liquidation progressive, compensées en partie par la diminution des frais autres que d'intérêt. La diminution du rendement net pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 juillet 2003 découle principalement du portefeuille de débiteurs financiers liés au financement de stocks, qui avait été constaté hors bilan pour les quatre premiers mois de l'exercice précédent.

Le ratio prêt/valeur des prêts et des contrats de location-financement à des tiers du portefeuille d'avions d'affaires s'établissait à 95,1 % au 31 juillet 2003, contre 92,3 % au 31 janvier 2003. Cette hausse découle d'une dépréciation générale des valeurs sous-jacentes des avions, correspondant au fléchissement global du marché des avions d'affaires.

La valeur des portefeuilles de maisons usinées de BC faisant l'objet de titrisations publiques s'élevait à 1,8 milliard \$ au 31 juillet 2003 (2,1 milliards \$ au 31 janvier 2003).

SITUATION FINANCIÈRE

Bombardier

Le total des actifs consolidés des secteurs manufacturiers atteignait 20,5 milliards \$ au 31 juillet 2003, en regard de 20,8 milliards \$ au 31 janvier 2003.

Les stocks sont présentés déduction faite des avances et des facturations progressives relatives aux contrats et aux programmes. Toutefois, les avances et les facturations progressives en excédent des coûts connexes déterminés pour chaque contrat sont présentées à titre de passifs.

Le total des stocks au 31 juillet 2003 était de 5,8 milliards \$, contre 5,3 milliards \$ au 31 janvier 2003, soit une hausse de 565,7 millions \$. Les avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes, présentées à titre de passifs, totalisaient 3,3 milliards \$ au 31 juillet 2003, en regard de 3,8 milliards \$ au 31 janvier 2003. Le total des avances et facturations progressives s'établissait à 7,5 milliards \$ au 31 juillet 2003, par rapport à 8,4 milliards \$ au 31 janvier 2003. Ces fluctuations ont surtout trait au secteur transport et sont attribuables au calendrier des travaux effectués et des avances reçues sur de nouveaux contrats. Elles ont été compensées en partie par le raffermissement du dollar canadien par rapport à l'euro et au dollar américain, qui a eu une incidence nette de 175,0 millions \$.

Les immobilisations corporelles se sont élevées à 4,9 milliards \$ au 31 juillet 2003, comparativement à 5,2 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette baisse de 347,0 millions \$ découle principalement de l'affaiblissement du dollar américain et de l'euro pour quelque 150,0 millions \$ et de la cession d'immobilisations corporelles totalisant 124,0 millions \$.

Les créiteurs et frais courus se sont établis à 7,3 milliards \$ au 31 juillet 2003, contre 8,5 milliards \$ au 31 janvier 2003. Ce recul de 1,2 milliard \$ est surtout attribuable au niveau moins élevé d'activités ainsi qu'à l'affaiblissement de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien pour un montant approximatif de 320,0 millions \$.

La dette à long terme a diminué de 336,1 millions \$ au 31 juillet 2003, comparativement au 31 janvier 2003, résultant principalement de remboursements totalisant 162,3 millions \$ et de l'affaiblissement du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar canadien pour quelque 180,0 millions \$.

En avril 2003, la Société a émis 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) à 3,25 \$ l'action, pour un produit net total de 1,2 milliard \$.

Le redressement de conversion reporté inclus dans les capitaux propres représentait un montant débiteur de 47,9 millions \$ au 31 juillet 2003, comparativement à un montant créditeur de 157,1 millions \$ au 31 janvier 2003. Ce changement est principalement attribuable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

BC

La valeur des débiteurs financiers et des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation au bilan, avant la provision pour pertes sur créances, s'établissait à 5,8 milliards \$ au 31 juillet 2003, comparativement à 8,5 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette baisse découle en grande partie de la poursuite de la réduction des portefeuilles en liquidation progressive et d'une diminution des portefeuilles de financement de stocks et de financement provisoire des avions commerciaux. Elle découle également du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a eu une incidence d'environ 500,0 millions \$.

La dette à long terme a diminué de 622,5 millions \$ au 31 juillet 2003 par rapport au 31 janvier 2003 résultant principalement du remboursement d'un montant de 398,3 millions \$ et de l'affaiblissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Le levier financier de BC, soit le ratio emprunts au bilan et hors bilan sur capitaux propres et dettes subordonnées de Bombardier, était de 4,4 :1 au 31 juillet 2003 et de 6,5 :1 au 31 janvier 2003.

RENSEIGNEMENTS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Bombardier

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation se sont élevés à 153,4 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, par rapport à 108,3 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice terminé le 31 juillet 2002, soit une variation de 45,1 millions \$ d'un exercice à l'autre. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation totalisaient 1,8 milliard \$, contre 677,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette fluctuation est surtout attribuable à la diminution de l'affacturage de débiteurs et à l'accroissement des stocks d'avions d'affaires d'occasion d'un montant d'environ 1,0 milliard \$, à la suite de l'abandon de certaines activités de financement avec BC, ainsi qu'à la diminution des créditeurs et du total des avances reçues dans le secteur transport.

Les investissements nets dans les immobilisations corporelles ont été de 37,1 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, contre 144,9 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2002. Depuis le début de l'exercice, les investissements nets dans les immobilisations corporelles ont atteint 102,3 millions \$, comparativement à 274,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces réductions sont attribuables à l'augmentation des produits de cession d'immobilisations corporelles ainsi qu'à la réduction des dépenses en capital, principalement dans le secteur aéronautique.

Par conséquent, les flux de trésorerie disponibles de Bombardier, définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation moins les acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des cessions, ont résulté en une utilisation de 190,5 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours, par rapport à une utilisation de 253,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, l'utilisation des flux de trésorerie disponibles de Bombardier s'élevait à 1,9 milliard \$, en regard d'une utilisation de 951,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les activités d'investissement du deuxième trimestre de l'exercice en cours incluent un produit net de 77,7 millions \$ liée à la vente de l'aéroport municipal de Belfast.

Les paiements de BC à Bombardier relatifs aux avances se sont élevés à 469,9 millions \$ au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, en regard de paiements de 71,1 millions \$ par Bombardier pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les paiements de BC ont totalisé 259,4 millions \$, comparativement à des paiements de 143,3 millions \$ versés par Bombardier pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement se sont établis à 291,1 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, contre des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 480,7 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2002. Cette fluctuation est surtout attribuable à des remboursements plus élevés de dette à long terme et à une diminution de 58,6 millions \$ des emprunts à court terme au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours comparativement à une augmentation des emprunts à court terme de 603,9 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés à 1,5 milliard \$, par rapport à 1,6 milliard \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement de l'exercice en cours reflètent le produit net de 1,2 milliard \$ provenant de l'émission de 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités), le remboursement de la dette à long terme et la réduction des dividendes versés. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour le premier semestre de l'exercice précédent reflètent l'émission de titres d'emprunt à long terme pour un montant de 886,9 millions \$ et l'émission de 9,4 millions d'actions privilégiées rachetables à dividende cumulatif, série 4 pour un montant de 227,6 millions \$.

En raison des éléments ci-dessus, les emprunts à court terme de Bombardier, moins les espèces et quasi-espèces, totalisaient 516,0 millions \$ au 31 juillet 2003, contre des espèces et quasi-espèces moins des emprunts à court terme de 361,0 millions \$ au 31 janvier 2003.

BC

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 71,4 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, en comparaison de 74,3 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 83,4 millions \$, en regard de 150,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le semestre de l'exercice en cours est surtout attribuable à une diminution des créditeurs.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont totalisé 198,7 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, en comparaison de 583,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 1,4 milliard \$, en regard de 629,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement du semestre en cours reflètent une diminution nette des débiteurs financiers de 1,8 milliard \$, attribuable en majeure partie à la réduction des portefeuilles en liquidation progressive.

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement ont atteint 637,1 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, comparativement à 716,2 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2002. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement se sont établis à 1,4 milliard \$, comparativement à 661,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement pendant le semestre terminé le 31 juillet 2003 tiennent compte du remboursement de la dette à long terme et d'emprunts à court terme de respectivement 398,3 millions \$ et 999,8 millions \$.

En raison des éléments ci-dessus, les espèces et quasi-espèces de BC totalisaient 356,2 millions \$ au 31 juillet 2003, contre 301,2 millions \$ au 31 janvier 2003.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les facilités de crédit confirmées s'élevaient à 7,6 milliards \$ pour Bombardier et à 3,2 milliards \$ pour BC, dont respectivement 2,1 milliards \$ et 2,2 milliards \$ étaient disponibles au 31 juillet 2003. De ces facilités de crédit confirmées, 63 % ont des échéances de deux ans ou plus. Compte tenu des espèces et quasi-espèces de 732,8 millions \$, la Société disposait de sources de financement à court terme totalisant 5,0 milliards \$ au 31 juillet 2003. Le 9 juillet 2003, Bombardier a renouvelé la tranche de 364 jours de sa facilité de crédit européenne. Cette facilité, d'un montant total de 560,0 millions €, remplace la facilité de crédit de 600,0 millions € venue à échéance en juillet 2003. En outre, après la fin du trimestre, la Société a reçu un engagement visant le

renouvellement de la tranche de 364 jours de sa facilité de crédit nord-américaine, avec effet au 9 septembre 2003.

Les montants disponibles en vertu des lignes de crédit de Bombardier ont diminué de 232,3 millions \$ au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2003, et les espèces et quasi-espèces ont reculé de 50,3 millions \$, ce qui correspond à une baisse nette des sources de financement à court terme de 282,6 millions \$. Cette diminution s'explique principalement par les flux de trésorerie disponibles utilisés au cours du trimestre, le remboursement de la dette à long terme, l'augmentation du montant des lettres de crédit émises en vertu des facilités de crédit de Bombardier et l'affaiblissement de l'euro face au dollar canadien, compensée en partie par le paiement d'avances par BC. Depuis le début de l'exercice, les montants disponibles en vertu des lignes de crédit de Bombardier ont reculé de 1,2 milliard \$, et les espèces et quasi-espèces, de 365,2 millions \$, ce qui correspond à une diminution nette des sources de financement à court terme de 1,6 milliard \$. Cette diminution nette est surtout attribuable aux facteurs discutés ci-dessus, compensée en partie par le produit net de 1,2 milliard \$ découlant de l'émission de 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) au cours du premier trimestre de l'exercice en cours.

Les montants disponibles en vertu des lignes de crédit de BC ont augmenté de 502,1 millions \$ au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2003, et les espèces et quasi-espèces ont diminué de 486,4 millions \$, ce qui correspond à une augmentation nette des sources de financement à court terme de 15,7 millions \$. Depuis le début de l'exercice, les montants disponibles en vertu des lignes de crédit de BC se sont accrus de 819,5 millions \$, et les espèces et quasi-espèces, de 55,0 millions \$, ce qui correspond à une hausse nette des sources de financement à court terme de 874,5 millions \$. Cette augmentation nette tient principalement à la réduction des portefeuilles en liquidation progressive et à la diminution du portefeuille de financement de stocks, compensée en partie par le remboursement de la dette à long terme ainsi que par les avances à Bombardier et le recul du dollar américain par rapport au dollar canadien.

En mars 2003, la Société a conclu des ententes d'amendement avec ses prêteurs, relatives à ses deux principales facilités de crédit syndiquées, stipulant que le ratio de la dette totale de Bombardier défini essentiellement comme les emprunts à court terme et la dette à long terme moins la dette subordonnée et les espèces et quasi-espèces sur la capitalisation totale de Bombardier (la dette totale, telle qu'elle est définie, plus les capitaux propres et la dette subordonnée) ne doit pas dépasser 60 % au 31 juillet et au 31 octobre 2003 et 50 % au 31 janvier 2004 et, par la suite, à la fin de chaque trimestre. Au 31 juillet 2003, la Société respectait ce ratio financier.

La Société est d'avis que ses facilités de crédit actuelles ainsi que ses sources de financement prévues lui permettront de mettre en œuvre des programmes d'investissement, de développer de nouveaux produits, de soutenir la croissance de ses activités, de verser des dividendes et de respecter tous ses autres engagements financiers prévus.

COTE DE SOLVABILITÉ

Certains engagements financiers de la Société comprennent des dispositions qui pourraient entrer en vigueur dans l'éventualité d'une révision à la baisse de sa cote de solvabilité. En raison de certaines révisions à la baisse de la cote de solvabilité de la Société en mars 2003, relatives à la dette non garantie, la Société peut être tenue de fournir à certains de ses clients des lettres de crédit, des cautionnements ou d'autres formes de sûreté afin de garantir l'exécution de ses obligations de fabrication en vertu de conventions d'achat d'avions ou d'équipement de transport. Par conséquent, les montants à la disposition de la Société en vertu de ses facilités de crédit pourraient être réduits. Afin de limiter l'incidence de ces événements sur ses sources de financement, la Société est actuellement en pourparlers avec ces clients afin d'établir le montant des garanties requises. En vertu des conventions existantes, la valeur maximale des instruments de garantie que la Société peut être tenue de fournir est de 713,5 millions \$.

Une cote de solvabilité inférieure à une cote de premier ordre pourrait entraîner le remboursement d'avances totalisant 281,5 millions \$ dans le secteur aéronautique. De plus, la Société pourrait devoir racheter à sa juste valeur (22,7 millions \$ au 31 juillet 2003) l'option d'achat rattachée aux billets encaissables/remboursables par anticipation de 422,2 millions \$ (300,0 millions \$ US) échéant en 2013, si le porteur de l'option d'achat devait décider de mettre fin à l'arrangement par anticipation. Le remboursement des billets

encaissables/remboursables par anticipation deviendrait exigible à la première date d'ajustement du taux (31 mai 2004) qui suivrait immédiatement une telle révision à la baisse de la cote de solvabilité.

Certaines ententes de titrisation comprennent des clauses qui, en cas de révision à la baisse de la cote de solvabilité, pourraient nécessiter la liquidation progressive des facilités de titrisation d'entités privées dans le cours normal des activités de recouvrement. La Société pourrait devoir trouver des sources de financement de remplacement. Une révision à la baisse de la cote de solvabilité pourrait entraîner la liquidation progressive de facilités de titrisation de 200,0 millions \$ de BC (130,0 millions \$ prélevés au 31 juillet 2003). Également, une cote de solvabilité inférieure à une cote de premier ordre pourrait entraîner la liquidation progressive de facilités de titrisation d'entités privées de Bombardier de 281,5 millions \$ (200,0 millions \$ US) dont le montant prélevé était de 56,7 millions \$ au 31 juillet 2003.

En août 2003, les sociétés Moody's Investor Services, Standard and Poor's et Fitch Ratings Inc. ont confirmé la cote de solvabilité qu'elles accordent à la Société.

RÉGIMES DE RETRAITE

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours, la Société a révisé ses cotisations en espèces prévues à certains régimes de retraite pour l'exercice en cours en les augmentant d'un montant approximatif de 95,0 millions \$, y compris des cotisations accélérées facultatives. Les cotisations au régime de retraite à prestations déterminées pour l'exercice 2004 devraient maintenant correspondre approximativement à 355,0 millions \$.

INFORMATION FINANCIÈRE PROSPECTIVE

Ce rapport contient des énoncés prospectifs qui sont assujettis à des risques et des incertitudes. Pour toute information sur les facteurs de risque de nature législative ou réglementaire, économique, climatique, technologique et concurrentielle ou pouvant toucher les fluctuations de change, ou pour tout autre facteur important qui pourrait faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante des résultats prévus, consultez le rapport annuel pour l'exercice clos le 31 janvier 2003 de Bombardier sous la rubrique Risques et incertitudes dans la section Discussion et analyse de la direction.

Tous les montants stipulés dans ce rapport sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

* Marque(s) de commerce de Bombardier Inc. ou de ses filiales.

Bombardier Inc., 800, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, Canada H3B 1Y8
Téléphone : (514) 861-9481; Télécopieur : (514) 861-2420; Site Internet : www.bombardier.com

An English copy is available upon request to the Public Affairs department.

BOMBARDIER INC.**Bilans consolidés**

(en millions de dollars canadiens)

	Bombardier Inc.						
	Notes	consolidé		Bombardier		BC	
		31 juillet 2003	31 janvier 2003	31 juillet 2003	31 janvier 2003	31 juillet 2003	31 janvier 2003
	(non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)	
Actifs							
Espèces et quasi-espèces		700,8 \$	1 014,3 \$	344,6 \$	713,1 \$	356,2 \$	301,2 \$
Débiteurs		2 306,5	2 259,6	2 135,6	2 094,0	170,9	165,6
Débiteurs financiers	4	4 748,7	7 013,3	-	-	4 748,7	7 013,3
Actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation	5	921,3	1 350,9	-	-	921,3	1 350,9
Stocks	6	5 829,3	5 263,6	5 829,3	5 263,6	-	-
Immobilisations corporelles		5 012,8	5 385,9	4 891,5	5 238,5	121,3	147,4
Écart d'acquisition		3 129,9	3 244,9	3 129,9	3 244,9	-	-
Investissement dans BC et avances à Bombardier		-	-	1 251,2	1 286,7	356,2	69,1
Autres actifs		2 711,2	2 216,8	1 684,7	1 661,6	1 026,5	555,2
Actifs détenus à des fins de vente	3	1 187,4	1 260,1	1 187,4	1 260,1	-	-
		26 547,9 \$	29 009,4 \$	20 454,2 \$	20 762,5 \$	7 701,1 \$	9 602,7 \$
Passifs							
Emprunts à court terme	7	1 926,4 \$	2 563,6 \$	892,6 \$	380,8 \$	1 033,8 \$	2 182,8 \$
Avances de BC		-	-	356,2	69,1	-	-
Créditeurs et frais courus		7 628,7	8 898,5	7 327,4	8 490,7	301,3	407,8
Avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes	6	3 312,2	3 816,0	3 312,2	3 816,0	-	-
Dette à long terme	8	7 853,0	8 811,6	2 762,9	3 099,0	5 090,1	5 712,6
Autres passifs		1 414,6	1 346,1	1 389,9	1 333,3	24,7	12,8
Passifs liés aux actifs détenus à des fins de vente	3	628,6	832,6	628,6	832,6	-	-
		22 763,5	26 268,4	16 669,8	18 021,5	6 449,9	8 316,0
Capitaux propres (Investissement de Bombardier)							
Actions privilégiées							
Émises et en circulation :							
Série 2 : 2 597 907		65,0	65,0	65,0	65,0	-	-
Série 3 : 9 402 093		235,0	235,0	235,0	235,0	-	-
Série 4 : 9 400 000		235,0	235,0	235,0	235,0	-	-
Actions ordinaires							
Émises et en circulation :							
Classe A : 342 019 138 (342 020 138 au 31 janvier 2003)		47,3	47,3	47,3	47,3	-	-
Classe B : 1 406 215 780 (1 035 666 780 au 31 janvier 2003)	9	2 072,6	869,1	2 072,6	869,1	-	-
Bénéfices non répartis		1 177,4	1 132,5	1 177,4	1 132,5	-	-
Redressement de conversion reporté		(47,9)	157,1	(47,9)	157,1	-	-
Investissement de Bombardier		-	-	-	-	1 251,2	1 286,7
		3 784,4	2 741,0	3 784,4	2 741,0	1 251,2	1 286,7
		26 547,9 \$	29 009,4 \$	20 454,2 \$	20 762,5 \$	7 701,1 \$	9 602,7 \$

Engagements et éventualités 13

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.**États consolidés des résultats**

(non vérifiés)

Pour les trois mois terminés les 31 juillet

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

		Bombardier Inc.					
		consolidé		Bombardier		BC	
	Notes	2003	2002	2003	2002	2003	2002
		(redressé - note 1)		(redressé - note 1)			
Revenus		5 266,5	\$ 5 267,1	5 153,9	\$ 5 141,2	172,9	\$ 222,3
Coût des ventes et frais d'exploitation		4 884,5	4 774,9	4 815,5	4 694,5	129,3	176,8
Amortissement		169,5	201,3	132,8	163,1	36,7	38,2
Intérêts débiteurs		45,6	45,9	45,6	45,9	-	-
Autres revenus		(19,4)	(31,4)	(7,8)	(7,5)	(11,6)	(23,9)
Éléments spéciaux	10	39,0	211,4	39,0	211,4	-	-
Bénéfice de BC		-	-	(11,5)	(18,9)	-	-
		5 119,2	5 202,1	5 013,6	5 088,5	154,4	191,1
Bénéfice découlant des activités poursuivies							
avant impôts sur les bénéfices		147,3	65,0	140,3	52,7	18,5	31,2
Impôts sur les bénéfices		51,3	21,7	44,3	9,4	7,0	12,3
Bénéfice découlant des activités poursuivies		96,0	43,3	96,0	43,3	11,5	18,9
Bénéfice (perte) découlant							
des activités abandonnées, après impôts	3	(2,8)	12,1	(2,8)	12,1	-	-
Bénéfice net	11	93,2	\$ 55,4	93,2	\$ 55,4	11,5	\$ 18,9
Bénéfice par action :	11, 12						
De base et dilué							
Activités poursuivies		0,05	\$ 0,02	0,05	\$ 0,02	0,05	\$ 0,02
Activités abandonnées		-	0,01	-	0,01	-	0,01
		0,05	\$ 0,03	0,05	\$ 0,03	0,05	\$ 0,03

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.**États consolidés des résultats**

(non vérifiés)

Pour les six mois terminés les 31 juillet

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Bombardier Inc.							
		consolidé		Bombardier		BC	
	Notes	2003	2002	2003	2002	2003	2002
			(redressé - note 1)		(redressé - note 1)		
Revenus		10 205,7	\$ 10 330,1	9 962,0	\$ 10 105,4	389,9	\$ 414,3
Coût des ventes et frais d'exploitation		9 411,3	9 368,3	9 277,3	9 203,0	280,2	354,9
Amortissement		409,4	414,4	319,7	338,8	89,7	75,6
Intérêts débiteurs		93,9	79,5	93,9	79,5	-	-
Autres revenus		(34,4)	(77,7)	(11,3)	(9,7)	(23,1)	(68,0)
Éléments spéciaux	10	52,4	211,4	52,4	211,4	-	-
Bénéfice de BC		-	-	(26,9)	(31,4)	-	-
		9 932,6	9 995,9	9 705,1	9 791,6	346,8	362,5
Bénéfice découlant des activités poursuivies							
avant impôts sur les bénéfices		273,1	334,2	256,9	313,8	43,1	51,8
Impôts sur les bénéfices		95,0	111,6	78,8	91,2	16,2	20,4
Bénéfice découlant des activités poursuivies		178,1	222,6	178,1	222,6	26,9	31,4
Bénéfice (perte) découlant							
des activités abandonnées, après impôts	3	(4,2)	4,3	(4,2)	4,3	-	-
Bénéfice net	11	173,9	\$ 226,9	173,9	\$ 226,9	26,9	\$ 31,4

Bénéfice par action :

11, 12

De base et dilué

Activités poursuivies

0,10 \$ 0,15 \$

Activités abandonnées

- -

0,10 \$ 0,15

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.**États consolidés des bénéfices non répartis***(non vérifiés)**Pour les six mois terminés les 31 juillet**(en millions de dollars canadiens)*

	Notes	Bombardier Inc.	
		consolidé	
		2003	2002
		(redressé - note 1)	
Solde au début de la période - tel que présenté antérieurement		1 132,5	2 785,3
Incidence des modifications de conventions comptables			
pour les programmes d'aéronautique	1	-	(753,9)
Solde au début de la période - redressé		1 132,5	2 031,4
Bénéfice net		173,9	226,9
Dividendes :			
Actions privilégiées		(15,3)	(14,1)
Actions ordinaires		(80,9)	(125,0)
Frais d'émission d'actions, après impôts	9	(32,8)	(5,5)
Autres		-	(1,6)
Solde à la fin de la période		1 177,4	2 112,1

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.
États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifiés)

Pour les trois mois terminés les 31 juillet

(en millions de dollars canadiens)

	Bombardier Inc.						
	Notes	consolidé		Bombardier		BC	
		2003	2002	2003	2002	2003	2002
		(redressé - note 1)	(redressé - note 1)				
Activités d'exploitation							
Bénéfice découlant des activités poursuivies		96,0 \$	43,3 \$	96,0 \$	43,3 \$	11,5 \$	18,9 \$
Éléments hors caisse :							
Amortissement		169,5	201,3	132,8	163,1	36,7	38,2
Bénéfice de BC		-	-	(11,5)	(18,9)	-	-
Pertes sur créances	4	22,3	28,1	-	-	22,3	28,1
Impôts sur les bénéfices reportés		26,7	10,5	22,7	10,3	4,0	0,2
Gain sur cessions d'immobilisations corporelles		(3,5)	-	(3,5)	-	-	-
Éléments spéciaux	10	39,0	211,4	39,0	211,4	-	-
Variations nettes des soldes hors caisse							
liés à l'exploitation		(432,0)	(528,6)	(428,9)	(517,5)	(3,1)	(11,1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(82,0)	(34,0)	(153,4)	(108,3)	71,4	74,3
Activités d'investissement							
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(58,6)	(162,3)	(58,1)	(158,6)	(0,5)	(3,7)
Cessions d'immobilisations corporelles		21,0	21,3	21,0	13,7	-	7,6
Cession d'actifs détenus à des fins de vente	3	77,7	-	77,7	-	-	-
Investissement net dans les débiteurs financiers		664,7	712,2	-	-	664,7	712,2
Acquisitions d'actifs loués en vertu de contrats							
de location-exploitation		(99,9)	(427,8)	-	-	(99,9)	(427,8)
Cessions d'actifs loués en vertu de contrats							
de location-exploitation		279,4	351,5	-	-	279,4	351,5
Investissement dans BC et avances de BC / à Bombardier		-	-	469,9	(71,1)	(469,9)	71,1
Autres		(215,8)	(149,0)	(40,7)	(21,5)	(175,1)	(127,5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		668,5	345,9	469,8	(237,5)	198,7	583,4
Activités de financement							
Variation nette des emprunts à court terme		(571,6)	(648,6)	(58,6)	603,9	(513,0)	(1 252,5)
Produit de l'émission de dette à long terme	8	11,4	1 394,8	5,1	14,7	6,3	1 380,1
Remboursement de dette à long terme	8	(281,2)	(855,6)	(150,8)	(11,8)	(130,4)	(843,8)
Émission d'actions, montant net des frais connexes		0,6	6,0	0,6	6,0	-	-
Dividendes versés		(87,4)	(132,1)	(87,4)	(132,1)	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(928,2)	(235,5)	(291,1)	480,7	(637,1)	(716,2)
Effets de change sur les espèces et quasi-espèces		(160,6)	(128,8)	(41,2)	(155,8)	(119,4)	27,0
Flux de trésorerie liés aux activités poursuivies		(502,3)	(52,4)	(15,9)	(20,9)	(486,4)	(31,5)
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	3	(34,4)	(97,5)	(34,4)	(97,5)	-	-
Diminution nette des espèces et quasi-espèces							
quasi-espèces		(536,7)	(149,9)	(50,3)	(118,4)	(486,4)	(31,5)
Espèces et quasi-espèces							
au début de la période		1 269,5	698,4	426,9	510,5	842,6	187,9
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période ⁽¹⁾		732,8 \$	548,5 \$	376,6 \$	392,1 \$	356,2 \$	156,4 \$

(1) Composé des éléments suivants :

Espèces et quasi-espèces liées aux:

Activités poursuivies		700,8 \$	517,0 \$	344,6 \$	360,6 \$	356,2 \$	156,4 \$
Activités abandonnées	3	32,0	31,5	32,0	31,5	-	-
		732,8 \$	548,5 \$	376,6 \$	392,1 \$	356,2 \$	156,4 \$

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.**États consolidés des flux de trésorerie**

(non vérifiés)

Pour les six mois terminés les 31 juillet

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Bombardier Inc.					
		consolidé		Bombardier		BC	
		2003	2002	2003	2002	2003	2002
			(redressé - note 1)		(redressé - note 1)		
Activités d'exploitation							
Bénéfice découlant des activités poursuivies		178,1	\$ 222,6	\$ 178,1	\$ 222,6	\$ 26,9	\$ 31,4
Éléments hors caisse :							
Amortissement		409,4	414,4	319,7	338,8	89,7	75,6
Bénéfice de BC		-	-	(26,9)	(31,4)	-	-
Pertes sur créances	4	51,0	54,2	-	-	51,0	54,2
Impôts sur les bénéfices reportés		57,0	57,8	46,5	56,5	10,5	1,3
Gain sur cessions d'immobilisations corporelles		(13,6)	-	(13,6)	-	-	-
Éléments spéciaux	10	52,4	211,4	52,4	211,4	-	-
Variations nettes des soldes hors caisse							
liés à l'exploitation		(2 486,6)	(1 487,3)	(2 391,9)	(1 474,9)	(94,7)	(12,4)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(1 752,3)	(526,9)	(1 835,7)	(677,0)	83,4	150,1
Activités d'investissement							
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(241,8)	(296,7)	(239,9)	(290,0)	(1,9)	(6,7)
Cessions d'immobilisations corporelles		159,9	23,4	137,6	15,7	22,3	7,7
Cession d'actifs détenus à des fins de vente	3	77,7	-	77,7	-	-	-
Investissement net dans les débiteurs financiers		1 758,6	872,7	-	-	1 758,6	872,7
Acquisitions d'actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation		(130,7)	(1 193,1)	-	-	(130,7)	(1 193,1)
Cessions d'actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation		384,5	837,7	-	-	384,5	837,7
Investissement dans BC et avances de BC / à Bombardier		-	-	259,4	(143,3)	(259,4)	143,3
Autres		(414,4)	(64,9)	(56,4)	(32,4)	(358,0)	(32,5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		1 593,8	179,1	178,4	(450,0)	1 415,4	629,1
Activités de financement							
Variation nette des emprunts à court terme		(434,3)	(523,2)	565,5	665,1	(999,8)	(1 188,3)
Produit de l'émission de dette à long terme	8	11,4	2 267,0	5,1	886,9	6,3	1 380,1
Remboursement de dette à long terme	8	(560,6)	(875,9)	(162,3)	(22,9)	(398,3)	(853,0)
Émission d'actions, montant net des frais connexes	9	1 170,7	241,4	1 170,7	241,4	-	-
Dividendes versés		(95,1)	(138,4)	(95,1)	(138,4)	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		92,1	970,9	1 483,9	1 632,1	(1 391,8)	(661,2)
Effets de change sur les espèces et quasi-espèces		(47,2)	(287,0)	4,8	(325,4)	(52,0)	38,4
Flux de trésorerie liés aux activités poursuivies		(113,6)	336,1	(168,6)	179,7	55,0	156,4
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	3	(196,6)	(250,4)	(196,6)	(250,4)	-	-
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces		(310,2)	85,7	(365,2)	(70,7)	55,0	156,4
Espèces et quasi-espèces au début de la période		1 043,0	462,8	741,8	462,8	301,2	-
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période ⁽¹⁾		732,8	\$ 548,5	\$ 376,6	\$ 392,1	\$ 356,2	\$ 156,4

⁽¹⁾ Composé des éléments suivants :

Espèces et quasi-espèces liées aux:

Activités poursuivies		700,8	\$ 517,0	\$ 344,6	\$ 360,6	\$ 356,2	\$ 156,4
Activités abandonnées	3	32,0	31,5	32,0	31,5	-	-
		732,8	\$ 548,5	\$ 376,6	\$ 392,1	\$ 356,2	\$ 156,4

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2003

(Tous les montants pour les périodes terminées les 31 juillet 2003 et 2002 ainsi qu'au 31 juillet 2003 sont non vérifiés.)

(Les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, à l'exception du capital social et des montants par action.)

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Bombardier Inc. est constituée en vertu des lois du Canada. Les bilans consolidés ne sont pas classifiés, car Bombardier Inc. et ses filiales (la « Société ») exercent leurs activités poursuivies dans trois secteurs distincts (aéronautique, transport et services financiers/immobiliers), chacun se caractérisant par un cycle d'exploitation particulier. Les activités du secteur des produits récréatifs sont présentées comme des activités abandonnées. Les services financiers et immobiliers, de nature différente de celles des autres activités de Bombardier, sont présentés sous une colonne distincte, Bombardier Capital (« BC »), aux états financiers consolidés intermédiaires.

Voici une description des colonnes figurant dans les présents états financiers :

Bombardier Inc. consolidé

Cette colonne regroupe toutes les activités de la Société de manière consolidée, après élimination des opérations et soldes entre Bombardier et BC.

Bombardier

Cette colonne représente les activités des deux secteurs manufacturiers poursuivis de la Société (aéronautique et transport) ainsi que les activités du secteur des produits récréatifs qui sont présentées comme activités abandonnées. Ces secteurs et activités sont regroupés et désignés sous le nom de « Bombardier ». Les opérations et les soldes intersociétés dans cette colonne ont été éliminés, tandis que les opérations et les soldes intersociétés entre Bombardier et BC n'ont pas été éliminés. L'investissement de Bombardier dans BC est comptabilisé, dans cette colonne, à la valeur de consolidation et comprend les capitaux propres de BC ainsi que la dette subordonnée de Bombardier dans BC.

BC

La colonne BC représente les services financiers et immobiliers de la Société. Les opérations et les soldes intersociétés au sein de BC ont été éliminés, tandis que les opérations et les soldes intersociétés entre Bombardier et BC n'ont pas été éliminés.

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Les états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de Bombardier Inc. et de ses filiales, presque toutes détenues en propriété exclusive. Ils comprennent aussi la quote-part de la Société dans ses coentreprises. La date de fin d'exercice de la plupart des sociétés du secteur transport est le 31 décembre. Par conséquent, la Société consolide ces activités avec le reste de ses activités avec un écart d'un mois.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la Société conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour les états financiers consolidés intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers consolidés annuels, à l'exception des modifications des conventions comptables relatives à la dépréciation d'actifs à long terme et de la disposition d'actifs à long terme, et de l'abandon d'activités décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les rajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces rajustements sont normaux et récurrents. Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice 2003.

Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation de l'exercice entier. La Société investit habituellement dans ses soldes hors caisse liés à l'exploitation au cours des trois premiers trimestres d'un exercice, surtout dans le secteur aéronautique. Cet investissement dans les soldes hors caisse liés à l'exploitation est généralement plus faible au quatrième trimestre, par suite des ventes importantes de ce trimestre.

Redressement et reclassement des chiffres correspondants

Dans le cadre de l'entente de vente et d'achat se rapportant à la vente de son secteur des produits récréatifs, la Société a préparé des états financiers cumulés distincts pour ce secteur. Lors de la préparation de ces états financiers cumulés, la Société a effectué un examen détaillé des registres comptables du secteur des produits récréatifs, incluant l'application de ses conventions comptables aux états financiers consolidés intermédiaires. Par suite de ce processus, la Société a constaté qu'une convention comptable propre au secteur des produits récréatifs avait été appliquée incorrectement lors de la préparation de ses états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des trimestres de l'exercice 2003.

L'application incorrecte de la convention comptable du secteur des produits récréatifs n'a eu aucun effet sur les résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003. De plus, elle a eu une incidence négligeable sur les états financiers consolidés intermédiaires de chacun des deux premiers trimestres de l'exercice en cours.

L'application incorrecte de cette convention comptable a résulté en un report de certains coûts de production et de marketing engagés au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2003, aux deux derniers trimestres de cet exercice. Selon les PCGR applicables aux états financiers consolidés intermédiaires, seuls certains coûts engagés durant un trimestre donné peuvent être reportés et constatés comme une dépense au cours d'un trimestre suivant du même exercice.

Le secteur des produits récréatifs est actuellement comptabilisé dans les activités abandonnées tel que décrit à la note 3. Ces rajustements hors caisse des états consolidés des résultats sont les suivants :

Tel que présenté antérieurement

	Trois mois terminés le 31 juillet 2002		Six mois terminés le 31 juillet 2002		Exercice 2003	
Bénéfice découlant des activités abandonnées – après impôts	24,7	\$	42,6	\$	93,7	\$
Bénéfice net (perte nette)	68,0	\$	265,2	\$	(615,2)	\$
Bénéfice par action de base et dilué découlant des activités abandonnées	0,02	\$	0,03	\$	0,07	\$
Bénéfice (perte) par action de base et dilué(e)	0,04	\$	0,18	\$	(0,47)	\$

Redressé

	Trois mois terminés le 31 juillet 2002		Six mois terminés le 31 juillet 2002		Exercice 2003	
Bénéfice découlant des activités abandonnées – après impôts	12,1	\$	4,3	\$	93,7	\$
Bénéfice net (perte nette)	55,4	\$	226,9	\$	(615,2)	\$
Bénéfice par action de base et dilué découlant des activités abandonnées	0,01	\$	-	\$	0,07	\$
Bénéfice (perte) par action de base et dilué(e)	0,03	\$	0,15	\$	(0,47)	\$

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2003, la Société a changé de convention comptable pour la constatation du coût des ventes d'avions, passant de la méthode de comptabilisation par programme à la méthode du coût moyen. En outre, les coûts non récurrents, dont ceux de la conception et de la mise au point de prototypes, qui auparavant étaient reportés à titre de coûts des stocks, sont désormais portés aux immobilisations corporelles comme outillage des programmes. Ces modifications de conventions comptables ont été adoptées de façon rétroactive avec redressement des états financiers des exercices antérieurs, y compris les états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2002, et sont présentées en détail dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice 2003.

En plus du reclassement décrit à la note 3, certains reclassements ont été apportés aux états financiers des périodes antérieures aux fins de conformité avec la présentation de l'exercice en cours. Les changements les plus importants se rapportent au reclassement de certaines concessions de ventes aux clients de produits de Bombardier entre les revenus, le coût des ventes et les frais d'exploitation.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

En décembre 2002, le Conseil des normes comptables (« CNC ») a publié de nouvelles recommandations comptables relatives au calcul de la dépréciation d'actifs à long terme ainsi qu'aux normes de constatation, de mesure et d'information applicables à la dépréciation. La Société a adopté ces nouvelles recommandations par anticipation en date du 1^{er} février 2003. L'adoption des nouvelles recommandations n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour les trimestres et semestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002 et ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2004.

DISPOSITION D'ACTIFS À LONG TERME ET ABANDON D'ACTIVITÉS

Également en décembre 2002, le CNC a publié de nouvelles recommandations comptables à l'égard de la comptabilisation des actifs à long terme destinés à être cédés autrement que par vente, des actifs à long terme destinés à être cédés par vente et de la présentation et de l'information à fournir quant aux activités abandonnées. La Société a adopté ces nouvelles recommandations par anticipation en date du 1^{er} février 2003. L'adoption des nouvelles recommandations n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour les trimestres et semestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002 et ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2004.

3. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DÉTENUS À DES FINS DE VENTE

Le 26 août 2003, la Société a conclu une entente de principe pour la vente du secteur des produits récréatifs. Les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et la situation financière du secteur des produits récréatifs ont été présentés séparément dans les états financiers consolidés intermédiaires ci-joints, et sont présentés comme activités abandonnées sous un poste distinct dans ces états financiers consolidés intermédiaires. La Société prévoit conclure la vente du secteur des produits récréatifs durant l'exercice en cours.

Les résultats des activités abandonnées, présentés dans les états consolidés des résultats intermédiaires ci-joints, ont été comme suit :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Six mois terminés les 31 juillet	
	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé – note 1)	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé – note 1)
Revenus	492,1 \$	500,4 \$	999,5 \$	945,5 \$
Coût des ventes et frais d'exploitation	471,1	459,2	959,4	895,9
Amortissement	16,2	14,1	28,1	27,0
Intérêts débiteurs et autres revenus	9,1	9,0	18,4	16,2
	496,4	482,3	1 005,9	939,1
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(4,3)	18,1	(6,4)	6,4
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	(1,5)	6,0	(2,2)	2,1
Bénéfice (perte) découlant des activités abandonnées	(2,8) \$	12,1 \$	(4,2) \$	4,3 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées, présentés dans les états consolidés des flux de trésorerie intermédiaires ci-joints, ont été comme suit :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Six mois terminés les 31 juillet	
	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé – note 1)	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé – note 1)
Activités d'exploitation	(39,3) \$	(90,4) \$	(187,7) \$	(243,8) \$
Activités d'investissement	6,4	(12,3)	(0,7)	(16,3)
Activités de financement	(0,8)	(0,7)	(0,8)	(0,7)
Effet de change sur les espèces et quasi-espèces	(0,7)	5,9	(7,4)	10,4
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	(34,4) \$	(97,5) \$	(196,6) \$	(250,4) \$

Le 23 mai 2003, la Société a vendu l'aéroport municipal de Belfast, activité du secteur aéronautique, pour un produit net de 77,7 millions \$, qui a entraîné un gain avant impôts de 3,4 millions \$. La Société prévoit aussi conclure la vente des activités de l'unité de services à l'aviation militaire durant l'exercice en cours. L'actif et le passif de ces activités ainsi que celles du secteur des produits récréatifs et de l'unité de services de formation au pilotage militaire ont été présentés dans des postes distincts dans les bilans consolidés intermédiaires ci-joints comme « Actifs détenus à des fins de vente » et « Passifs liés aux actifs détenus à des fins de vente ».

Les actifs détenus à des fins de vente et les passifs liés à ces actifs étaient comme suit :

	31 juillet 2003 (non vérifié)		
	Produits récréatifs	Services à la défense	Total
Actifs			
Espèces et quasi-espèces	32,0 \$	-	32,0 \$
Débiteurs	71,7	14,5	86,2
Stocks	617,1	14,4	631,5
Immobilisations corporelles	331,2	27,9	359,1
Autres actifs	76,6	2,0	78,6
	1 128,6 \$	58,8 \$	1 187,4 \$
Passifs			
Créditeurs et frais courus	455,6 \$	46,4 \$	502,0 \$
Dette à long terme	2,6	-	2,6
Autres passifs	102,9	21,1	124,0
	561,1 \$	67,5 \$	628,6 \$

	31 janvier 2003		
	Produits récréatifs	Services à la défense et aéroport municipal de Belfast	Total
Actifs			
Espèces et quasi-espèces	28,7 \$	-	28,7 \$
Débiteurs	70,3	19,3	89,6
Stocks	554,3	3,7	558,0
Immobilisations corporelles	373,1	112,0	485,1
Autres actifs	97,9	0,8	98,7
	1 124,3 \$	135,8 \$	1 260,1 \$
Passifs			
Créditeurs et frais courus	610,5 \$	66,0 \$	676,5 \$
Dette à long terme	3,5	-	3,5
Autres passifs	105,6	47,0	152,6
	719,6 \$	113,0 \$	832,6 \$

4. DÉBITEURS FINANCIERS

Les débiteurs financiers de BC étaient comme suit :

	31 juillet 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Portefeuilles d'activités poursuivies		
Financement de stocks	2 201,1 \$	2 953,6 \$
Avions commerciaux		
Financement provisoire	676,8	785,9
Crédit-bail à long terme	119,6	135,7
	796,4	921,6
Matériel industriel	43,8	58,9
	3 041,3	3 934,1
Provision pour pertes sur créances	(40,2)	(45,1)
Total – Portefeuilles d'activités poursuivies	3 001,1	3 889,0
Portefeuilles d'activités en liquidation progressive		
Avions d'affaires	927,1	1 221,3
Affacturation de débiteurs	149,0	1 039,4
Maisons usinées ⁽¹⁾	366,1	434,1
Financement de biens de consommation	251,2	342,3
Autres	122,8	193,5
	1 816,2	3 230,6
Provision pour pertes sur créances	(68,6)	(106,3)
Total – Portefeuilles d'activités en liquidation progressive	1 747,6	3 124,3
	4 748,7 \$	7 013,3 \$

⁽¹⁾En outre, des portefeuilles de prêts visant des maisons usinées dans des instruments de titrisation publics s'élevant à 1 780,1 millions \$ au 31 juillet 2003 (2 096,1 millions \$ au 31 janvier 2003) étaient gérés par BC.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

Les variations de la provision pour pertes sur créances s'établissaient comme suit :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Six mois terminés les 31 juillet	
	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié)	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié)
Solde au début de la période	134,3 \$	250,9 \$	151,4 \$	273,3 \$
Provision pour pertes sur créances	22,3	28,1	51,0	54,2
Montants radiés, après recouvrements	(47,8)	(36,0)	(93,6)	(84,5)
Solde à la fin de la période	108,8 \$	243,0 \$	108,8 \$	243,0 \$

Les débiteurs financiers douteux pour les portefeuilles d'activités poursuivies et les portefeuilles d'activités en liquidation progressive totalisaient respectivement 14,6 millions \$ et 170,6 millions \$ au 31 juillet 2003 (39,8 millions \$ et 217,5 millions \$ au 31 janvier 2003). Les actifs repris détenus à des fins de vente s'élevaient à 39,8 millions \$ au 31 juillet 2003 (30,5 millions \$ au 31 janvier 2003).

5. ACTIFS LOUÉS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

Les actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation de BC étaient comme suit :

	31 juillet 2003		31 janvier 2003	
	Coût (non vérifié)	Valeur comptable nette (non vérifié)	Coût	Valeur comptable nette
Portefeuilles d'activités poursuivies				
Avions commerciaux	471,8 \$	318,6 \$	453,4 \$	378,2 \$
Matériel industriel	66,8	46,2	73,0	56,3
	538,6	364,8	526,4	434,5
Portefeuilles d'activités en liquidation progressive				
Avions d'affaires	650,0	472,1	907,1	815,0
Wagons de marchandises	73,7	55,3	79,5	61,1
Autres	50,8	29,1	71,4	40,3
	774,5	556,5	1 058,0	916,4
	1 313,1 \$	921,3 \$	1 584,4 \$	1 350,9 \$

6. STOCKS

	31 juillet 2003	31 janvier 2003
	(non vérifié)	
Matières premières et produits en cours	217,4 \$	247,4 \$
Programmes aéronautiques	2 331,3	2 184,1
Contrats à long terme	2 105,4	1 707,5
Produits finis	1 175,2	1 124,6
	5 829,3 \$	5 263,6 \$

Les coûts engagés et les marges comptabilisées sur les contrats à long terme ainsi que les coûts engagés relatifs aux programmes aéronautiques en cours s'établissaient respectivement à 5 395,8 millions \$ et 3 218,5 millions \$ au 31 juillet 2003 (5 210,4 millions \$ et 3 274,6 millions \$ au 31 janvier 2003). Les avances reçues et les facturations progressives sur les contrats à long terme et les programmes aéronautiques en cours totalisaient 5 785,8 millions \$ et 1 704,0 millions \$ au 31 juillet 2003 (6 543,6 millions \$ et 1 865,8 millions \$ au 31 janvier 2003), dont respectivement 2 495,4 millions \$ et 816,8 millions \$ constituent un passif présenté à titre d'avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes au 31 juillet 2003 (3 040,7 millions \$ et 775,3 millions \$ au 31 janvier 2003).

7. EMPRUNTS À COURT TERME

	31 juillet 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Bombardier	892,6 \$	380,8 \$
BC	1 033,8	2 182,8
	1 926,4 \$	2 563,6 \$

En vertu d'ententes avec des syndicats bancaires, Bombardier Inc. et quelques-unes de ses filiales doivent maintenir trimestriellement certains ratios financiers. Ces ratios étaient respectés au 31 juillet 2003 et au 31 janvier 2003.

Bombardier

Les facilités de crédit et les emprunts de Bombardier ainsi que leurs taux et échéances étaient comme suit :

Facilités de crédit	31 juillet 2003 (non vérifié)						
	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Lettres de crédit prélevées	Disponibles	Taux de fin de période	Taux moyen ⁽²⁾	Échéance (exercice)
Européenne	5 864,8 \$	197,6 \$	3 774,8 \$	1 892,4 \$	3,1 %	2,6 %	2005-2008
Nord-américaine	1 750,0	695,0	803,7	251,3	4,2 %	3,7 %	2004-2006
	7 614,8 \$	892,6 \$	4 578,5 \$	2 143,7 \$			

⁽¹⁾Les composantes en devises des montants prélevés totalisaient 125,0 millions € pour la facilité de crédit européenne.

⁽²⁾Taux moyen calculé pour le semestre terminé le 31 juillet 2003.

Facilités de crédit	31 janvier 2003						
	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Lettres de crédit prélevées	Disponibles	Taux de fin d'exercice	Taux moyen pour l'exercice	Échéance (exercice)
Européenne	6 158,7 \$	380,8 \$	3 574,0 \$	2 203,9 \$	3,1 %	3,1 %	2004-2008
Nord-américaine	1 750,0	-	616,3	1 133,7	-	2,9 %	2004-2006
	7 908,7 \$	380,8 \$	4 190,3 \$	3 337,6 \$			

⁽¹⁾Les composantes en devises des montants prélevés totalisaient 195,0 millions € pour la facilité de crédit européenne.

Le 9 juillet 2003, la Société a renouvelé la tranche de 364 jours de sa facilité de crédit européenne. Cette facilité, totalisant 560,0 millions €, remplace celle de 600,0 millions € venue à échéance en juillet 2003. Les facilités bilatérales restantes découlant de l'acquisition d'Adtranz totalisaient 404,3 millions \$ au 31 juillet 2003, comparativement à 505,1 millions \$ au 31 janvier 2003. Bombardier avait aussi prélevé 558,2 millions \$ de lettres de crédit au 31 juillet 2003 (900,2 millions \$ au 31 janvier 2003). Ces lettres de crédit s'ajoutent aux lettres de crédit prélevées présentées dans les tableaux ci-dessus.

Les montants prélevés des facilités de crédit ne comprenaient pas d'emprunts sous forme de papier commercial au 31 juillet 2003 (380,0 millions \$ au 31 janvier 2003).

BC

Les facilités de crédit de BC ainsi que leurs taux et échéances étaient comme suit :

31 juillet 2003
(non vérifié)

Facilités de crédit	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Disponible	Taux de fin de période	Taux moyen ⁽²⁾	Échéance (exercice)
Lignes renouvelables	1 877,3 \$	21,1 \$	1 856,2 \$	1,8 %	1,9 %	2004-2006
Emprunts bancaires	42,2	18,2	24,0	3,4 %	4,3 %	2004
Autres	43,1	-	43,1	-	4,6 %	2004
	1 962,6	39,3	1 923,3			
Financement de stocks titrisés	1 233,6	994,5	239,1	1,4 %	1,7 %	2004
	3 196,2 \$	1 033,8 \$	2 162,4 \$			

⁽¹⁾ Les composantes en devises des montants prélevés étaient comme suit : 15,0 millions \$ US pour les lignes renouvelables, des montants en diverses devises d'Europe de l'Ouest pour un équivalent en dollars canadiens de 18,2 millions \$ pour les emprunts bancaires et 615,1 millions \$ US pour le financement de stocks titrisés.

⁽²⁾ Taux moyen calculé pour le semestre terminé le 31 juillet 2003.

31 janvier 2003

Facilités de crédit	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Disponible	Taux de fin d'exercice	Taux moyen pour l'exercice	Échéance (exercice)
Lignes renouvelables	1 999,0 \$	726,7 \$	1 272,3 \$	2,0 %	2,1 %	2004-2006
Emprunts bancaires	152,9	139,1	13,8	2,9 %	3,0 %	2004
Autres	45,6	-	45,6	-	4,8 %	2004
	2 197,5	865,8	1 331,7			
Financement de stocks titrisés	1 328,2	1 317,0	11,2	1,5 %	1,9 %	2004
	3 525,7 \$	2 182,8 \$	1 342,9 \$			

⁽¹⁾ Les composantes en devises des montants prélevés étaient comme suit : 473,2 millions \$ US pour les lignes renouvelables, 50,0 millions \$ US et des montants en diverses devises d'Europe de l'Ouest pour un équivalent en dollars canadiens de 62,7 millions \$ pour les emprunts bancaires et 777,1 millions \$ US pour le financement de stocks titrisés.

Les montants prélevés en vertu des facilités de crédit comprenaient, au 31 juillet 2003, des emprunts sous forme de papier commercial de 21,1 millions \$ (726,7 millions \$ au 31 janvier 2003).

8. DETTE À LONG TERME

Le 28 juillet 2003, Bombardier et BC ont remboursé, à l'échéance, des débentures et des billets totalisant respectivement 150,0 millions \$ et 100,0 millions \$. En outre, le 20 février 2003, BC a remboursé, à l'échéance, des débentures totalisant 250,0 millions \$. De plus, BC a remboursé, au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2003, 30,0 millions \$ d'emprunts ayant trait aux débiteurs liés au financement de stocks titrisés.

Le 14 mai 2002, par l'entremise d'une filiale de la Société lui appartenant indirectement en propriété exclusive, BC a émis, sur le marché européen, des billets totalisant 500,0 millions € (703,1 millions \$) et 300,0 millions £ (677,0 millions \$) échéant respectivement en mai 2007 et mai 2009.

9. CAPITAL SOCIAL

Le 17 avril 2003, la Société a émis 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) à un prix de 3,25 \$ l'action. Le produit net de cette émission s'est élevé à 1 169,7 millions \$.

Le 8 mars 2002, la Société a émis 9 400 000 actions privilégiées rachetables, à dividende cumulatif, de série 4, qui donnent droit à un dividende en espèces privilégié, cumulatif et fixe de 6,25 % par année, payable trimestriellement. Le produit net de l'émission s'est élevé à 227,6 millions \$.

10. ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2003, la Société a constaté des éléments spéciaux dans le secteur de l'aéronautique de 39,0 millions \$, comprenant des charges totalisant 42,4 millions \$ ayant trait aux indemnités de départ et autres coûts de cessation d'emploi pour départ involontaire et un gain de 3,4 millions \$ suite à la vente de l'aéroport municipal de Belfast. Pour le semestre terminé le 31 juillet 2003, des éléments spéciaux dans le secteur de l'aéronautique ont totalisé 52,4 millions \$, comprenant des charges totalisant 55,8 millions \$ ayant trait aux indemnités de départ et autres coûts de cessation d'emploi pour départ involontaire et un gain de 3,4 millions \$ suite à la vente de l'aéroport municipal de Belfast.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2002, la Société a constaté des éléments spéciaux totalisant 211,4 millions \$, dont 170,4 millions \$ ont été constatés relativement à la réduction de valeur des avions d'occasion, de même que des provisions additionnelles résultant des revenus de sous-location moindres que prévus sur les turbopropulseurs d'occasion et 41,0 millions \$ ont été comptabilisés relativement au règlement final d'une poursuite et d'un différend contractuel avec un client.

11. RÉGIMES À BASE D' ACTIONS

En date du 27 mai 2003, la Société a modifié, prospectivement, le régime d'options d'achat d'actions pour les employés clés. Les options attribuées en vertu du régime modifié sont acquises à raison de 25 % par année au cours d'une période débutant un an après la date d'attribution. Le prix d'exercice est égal au prix moyen de clôture des actions négociées en bourse au cours des cinq jours ouvrables précédant la date d'attribution de l'option. Cependant, des seuils prédéterminés du cours du marché doivent être atteints afin que les options soient exercées. Les options prennent fin au plus tard sept ans après la date d'attribution. Les options attribuées avant le 27 mai 2003 n'ont pas été touchées par cette modification.

Le régime d'options d'achat d'actions à l'intention des administrateurs n'a pas été modifié.

Les options attribuées pour acheter des actions classe B (droits de vote limités) et la juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution correspondante se présentent comme suit :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Six mois terminés les 31 juillet	
	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié)	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié)
Nombre d'options d'achat d'actions attribuées	6 862 000	10 000	6 862 000	4 855 000
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	1,48 \$	4,82 \$	1,48 \$	5,13 \$

Respectivement, 46 345 486 et 41 347 086 options étaient émises et en circulation au 31 juillet 2003 et au 31 janvier 2003.

La juste valeur de chaque option attribuée a été déterminée au moyen de modèles d'évaluation des options, d'après les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Six mois terminés les 31 juillet	
	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié)	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié)
Taux d'intérêt sans risque	3,55 %	4,84 %	3,55 %	5,43 %
Durée de vie prévue	5 ans	6 ans	5 ans	6 ans
Volatilité prévue du cours des actions	50,9 %	28,5 %	50,9 %	28,3 %
Rendement prévu de l'action (dividende)	1,20 %	0,90 %	1,20 %	0,90 %

La Société a choisi de comptabiliser ses régimes d'options d'achat d'actions à titre d'opérations portant sur les capitaux propres. Si les régimes d'options d'achat d'actions avaient été comptabilisés selon la méthode de la juste valeur, le bénéfice net aurait été comme suit :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Six mois terminés les 31 juillet	
	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé – note 1)	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé – note 1)
Tel que présenté	93,2 \$	55,4 \$	173,9 \$	226,9 \$
Pro forma	91,1 \$	53,1 \$	169,8 \$	224,1 \$

Le bénéfice par action pro forma de base et dilué pour les trimestres et semestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002 sont identiques au bénéfice par action de base et dilué présenté.

Les données pro forma ne tiennent pas compte de l'incidence des options d'achat d'actions attribuées avant le 1^{er} février 2002.

12. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau ci-après présente le bénéfice par action de base et dilué (le nombre d'actions est exprimé en milliers) :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Six mois terminés les 31 juillet	
	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé – note 1)	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié) (redressé - note 1)
Bénéfice découlant des activités poursuivies	96,0 \$	43,3 \$	178,1 \$	222,6 \$
Dividendes sur actions privilégiées, après impôts	(7,6)	(8,7)	(15,3)	(15,7)
Bénéfice découlant des activités poursuivies disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	88,4	34,6	162,8	206,9
Bénéfice (perte) découlant des activités abandonnées	(2,8)	12,1	(4,2)	4,3
Bénéfice net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	85,6 \$	46,7 \$	158,6 \$	211,2 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	1 748 099	1 372 512	1 592 046	1 371 569
Effet net des options d'achat d'actions	845	15 391	782	16 071
Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	1 748 944	1 387 903	1 592 828	1 387 640
Bénéfices par action de base et dilué :				
Découlant des activités poursuivies	0,05 \$	0,02 \$	0,10 \$	0,15 \$
Découlant des activités abandonnées	- \$	0,01 \$	- \$	-
	0,05 \$	0,03 \$	0,10 \$	0,15 \$

Pour les trimestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002, un total respectif de 44 181 020 et 14 702 958 options d'achat d'actions, et pour les semestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002, un total respectif de 44 265 020 et 14 702 958 options d'achat d'actions a été exclu du calcul du bénéfice par action dilué puisque la valeur marchande moyenne des actions sous-jacentes était moindre que le prix d'exercice ou les seuils prédéterminés du cours du marché des actions classe B (droits de vote limités) de la Société pour les périodes respectives.

13. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Ventes d'avions

a) Garanties de crédit et garanties portant sur la valeur résiduelle

Dans le cadre de la vente d'avions, Bombardier fournit des garanties de crédit sous forme de garanties de paiement des loyers de contrats de location ainsi que des services liés à la revente d'avions. Ces garanties sont émises au profit de certains clients ou prestataires de financement à des clients. Le risque de crédit maximal en vertu de ces garanties échéant au cours de diverses périodes jusqu'en 2022 s'élevait à 1 099,3 millions \$ au 31 juillet 2003 (1 049,4 millions \$ au 31 janvier 2003).

En outre, Bombardier offre des garanties portant sur la valeur résiduelle d'avions à la date d'échéance de certaines ententes de location ou de financement. Le tableau suivant résume les garanties portant sur la valeur résiduelle ainsi que les périodes pendant lesquelles elles peuvent être exercées :

	31 juillet 2003	31 janvier 2003
	(non vérifié)	
Moins de 1 an	6,2 \$	4,9 \$
De 1 à 5 ans	144,5	107,4
De 6 à 10 ans	662,9	618,1
De 11 à 15 ans	899,1	969,7
Par la suite	1 319,4	1 171,0
	3 032,1 \$	2 871,1 \$

Le tableau ci-après présente le risque auquel est exposée la Société en relation avec le soutien financier fourni pour les livraisons d'avions existantes :

	31 juillet 2003	31 janvier 2003
	(non vérifié)	
Garantie de crédit maximale	1 099,3 \$	1 049,4 \$
Garanties maximales portant sur la valeur résiduelle	3 032,1	2 871,1
Risques mutuellement exclusifs ⁽¹⁾	(855,5)	(818,2)
Risque combiné maximal	3 275,9	3 102,3
Provisions et obligations	(956,4)	(918,7)
Risque hors bilan maximal ⁽²⁾	2 319,5 \$	2 183,6 \$

⁽¹⁾Certaines des garanties portant sur la valeur résiduelle ne peuvent être exercées que lorsque les garanties de crédit sont venues à échéance sans être exercées et, par conséquent, ne doivent pas être additionnées pour calculer le risque combiné maximal.

⁽²⁾Le risque maximal de la Société, relatif aux garanties de crédit et aux garanties portant sur la valeur résiduelle, représente la valeur nominale de ces garanties avant effet de l'avantage net de la valeur estimative de l'avion et autres garanties disponibles pour réduire l'exposition de la Société aux risques découlant de ces garanties. Des provisions pour des pertes anticipées ont été établies pour couvrir les risques de ces garanties après prise en considération de la valeur estimative de revente de l'avion, laquelle est fondée sur des évaluations

indépendantes et sur les produits estimatifs d'autres garanties couvrant de tels risques. Les produits estimatifs des garanties devraient couvrir le risque maximal hors-bilan de la Société.

b) Garanties de crédit et garanties portant sur la valeur résiduelle – ventes futures

Bombardier s'est aussi engagée à fournir des garanties de crédit et des garanties portant sur la valeur résiduelle de ventes futures d'avions pour les commandes fermes. Au 31 juillet 2003, le montant des garanties de crédit confirmées s'élevait à 700,9 millions \$ (655,2 millions \$ au 31 janvier 2003). Les garanties portant sur la valeur résiduelle ainsi que les périodes pendant lesquelles elles peuvent être exercées étaient comme suit :

	31 juillet 2003	31 janvier 2003
	(non vérifié)	
De 6 à 10 ans	3,7 \$	4,0 \$
De 11 à 15 ans	77,5	90,3
Par la suite	901,2	1 253,3
	982,4 \$	1 347,6 \$

Le montant devant être déduit du calcul du risque de crédit et de valeur résiduelle combiné maximal futur est de 661,7 millions \$ au 31 juillet 2003 (635,3 millions \$ au 31 janvier 2003).

Toute provision relative aux garanties de crédit et aux garanties portant sur la valeur résiduelle pour les ventes futures sera comptabilisée au moment de la vente correspondante des avions.

c) Options d'échange

Dans le cadre de la vente d'avions neufs, la Société offre de temps à autre à ses clients des options d'échange. Ces options offrent aux clients la reprise de leur avion d'occasion, à un montant prédéterminé et pendant une période prédéterminée, conditionnelle à l'achat d'un avion neuf.

Les dates les plus rapprochées et les montants de l'engagement de la Société visant l'achat d'avions d'occasion se présentaient comme suit :

	31 juillet 2003	31 janvier 2003
	(non vérifié)	
Moins de 1 an	1 989,9 \$	2 125,9 \$
De 1 à 3 ans	764,0	1 016,3
De 4 à 5 ans	220,6	149,2
Par la suite	225,9	294,8
	3 200,4 \$	3 586,2 \$

La Société examine les engagements d'achat d'avions avec reprise par rapport à la juste valeur prévue de l'avion et comptabilise les pertes anticipées à titre d'imputation aux bénéfices. La juste valeur de l'avion est déterminée au moyen d'évaluations tant internes qu'externes, y compris l'information acquise de la vente d'avions semblables sur le marché secondaire. Au 31 juillet 2003 et au 31 janvier 2003, la Société avait respectivement comptabilisé des provisions de 39,1 millions \$ et de 29,5 millions \$ à l'égard des pertes anticipées sur les options d'échange, selon la probabilité que ces options soient exercées. De plus, la Société a comptabilisé une provision de 50,8 millions \$ au 31 juillet 2003 (91,3 millions \$ au 31 janvier 2003) liée à des engagements fermes d'acheter des avions neufs.

d) Options de vente multipropriété

En vertu du programme de multipropriété Bombardier* Flexjet* en Amérique du Nord, les clients font l'achat de parts d'un avion. La Société offre aux clients l'option de revendre leurs parts d'avion à une juste valeur estimative si l'option est exercée au cours d'une période de cinq ans à compter de la date de l'achat. Au

31 juillet 2003, l'engagement de la Société visant le rachat de parts d'avion fondé sur les justes valeurs courantes estimatives totalisait 783,8 millions \$ (985,3 millions \$ au 31 janvier 2003).

En outre, certains clients peuvent échanger leurs parts d'avion pour des parts d'avion d'un plus grand modèle à un montant prédéterminé. Le total de l'engagement à racheter des parts d'avion, en échange de parts d'un plus grand modèle, atteignait 142,2 millions \$ au 31 juillet 2003 (151,6 millions \$ au 31 janvier 2003). La Société a comptabilisé des provisions de 35,8 millions \$ au 31 juillet 2003 (32,1 millions \$ au 31 janvier 2003), attribuable aux pertes anticipées sur ces engagements d'achat à des montants prédéterminés.

e) Engagement de financement

La Société s'est engagée à fournir du financement dans le cadre de commandes en main qui, déduction faite du financement par des tiers déjà en place, s'élevait à 4,9 milliards \$ au 31 juillet 2003 (5,2 milliards \$ au 31 janvier 2003). Ces engagements sont fournis en vertu de certaines modalités, et sont liés aux avions faisant l'objet de commandes fermes, dont les livraisons sont prévues d'ici la fin de l'exercice 2007. Ces engagements ont des dates d'échéance fixées à l'avance.

Opérations de cession-bail

BC et Bombardier ont conclu des opérations de cession-bail avec des tiers portant essentiellement sur des wagons de marchandises, des avions d'occasion et du matériel de transport, qui, en grande partie, ont été loués simultanément à des exploitants. Le montant total des garanties portant sur la valeur résiduelle pour ces opérations s'élevait à 262,4 millions \$ au 31 juillet 2003 (299,4 millions \$ au 31 janvier 2003).

Contrats de location-exploitation

La Société loue des bâtiments et de l'équipement et a pris en charge des contrats de location-exploitation d'avions en vertu d'engagements de vente d'avions neufs. Les garanties portant sur la valeur résiduelle s'y rattachant totalisaient 124,1 millions \$ au 31 juillet 2003 (117,4 millions \$ au 31 janvier 2003).

Autres garanties

Dans le cadre de la vente de certains produits de transport et de certains produits récréatifs, Bombardier fournit des garanties de crédit à l'égard des paiements de location. Le risque de crédit relatif à ces garanties, qui viennent à échéance au cours de différentes périodes jusqu'en 2020, totalisait 62,9 millions \$ au 31 juillet 2003 (74,5 millions \$ au 31 janvier 2003). En outre, à la date d'échéance de certaines ententes de location et de financement, la Société a fourni des garanties portant sur la valeur résiduelle d'un montant total de 166,3 millions \$ au 31 juillet 2003 (180,4 millions \$ au 31 janvier 2003), principalement liées au secteur transport. Ces garanties portant sur la valeur résiduelle peuvent pour la plupart être exercées en 2014.

La Société a offert à certains prestataires de financement et à certains clients, principalement dans le secteur transport, le droit, à certaines conditions, de revendre le matériel à la Société à des prix prédéterminés. Au 31 juillet 2003, l'engagement de la Société visant le rachat de matériel s'élevait à 231,9 millions \$ (261,7 millions \$ au 31 janvier 2003). De ce montant, une somme de 210,2 millions \$ (233,4 millions \$ au 31 janvier 2003) a trait à l'une des ententes en vertu de laquelle la Société peut être tenue, à compter de 2008, et en cas de manquement au paiement de la part du client au prestataire du financement, de racheter le matériel. En outre, à trois dates distinctes, à compter de 2008, la Société peut également être tenue de racheter le matériel. Dans le cadre de cet engagement, des fonds ont été déposés par le client dans un compte de dépôt en garantie qui, avec l'intérêt accumulé, devrait couvrir entièrement le risque de la Société.

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes comprenant des indemnités en faveur de tiers, principalement des indemnités fiscales. Ces ententes ne contiennent généralement pas de limite spécifique à l'égard de la responsabilité de la Société et, par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer la responsabilité maximale de la Société à l'égard de ces indemnités.

Litiges

La Société est défenderesse dans certaines poursuites judiciaires en suspens devant divers tribunaux en matière de responsabilité de produits et de différends contractuels avec des clients et d'autres tiers. La Société a l'intention de se défendre avec vigueur dans ces causes. La direction est d'avis que la Société a établi des provisions adéquates pour couvrir les pertes éventuelles et les montants non recouvrables des sociétés d'assurance, le cas échéant, relatifs à ces poursuites.

14. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans les trois secteurs isolables décrits ci-après. Avant qu'elle ne décide de vendre le secteur des produits récréatifs et de classer les activités de ce secteur dans ses activités abandonnées, la Société exerçait ses activités dans quatre secteurs isolables. Chaque secteur isolable offre différents produits et services, nécessite des technologies et des stratégies de marketing distinctes et est dirigé par un président et chef de l'exploitation.

Le secteur aéronautique conçoit, développe, fabrique et vend des avions d'affaires et de transport régional à des particuliers, des entreprises ainsi qu'à des sociétés d'aviation commerciale. Il fabrique également des composants importants d'avions conçus et construits par d'autres avionneurs américains et européens. Il offre aussi des services à l'aviation commerciale et militaire, y compris des services de maintenance et de pièces de rechange et la formation de clients, ainsi que le programme de multipropriété Bombardier Flexjet.

Le secteur transport est le chef de file mondial dans l'industrie de la fabrication de matériel de transport sur rail et des services connexes. Il conçoit, développe, fabrique et vend des véhicules de transport-passagers ainsi que des systèmes complets de transport sur rail. Il fabrique également des locomotives, des wagons de marchandises, des navettes aéroportuaires, ainsi que des systèmes de propulsion et de contrôle et fournit des systèmes de contrôle ferroviaire.

Le secteur financier BC comprend les services financiers et immobiliers. Les services financiers offerts incluent des solutions de financement et de location garanties à des fabricants, des détaillants et d'autres entreprises, surtout sur les marchés nord-américains. BC gère également les portefeuilles en liquidation progressive décrits à la note 4. Les activités immobilières de ce secteur consistent en la vente de terrains à des promoteurs immobiliers et en la location d'édifices de bureaux à Bombardier.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003, à l'exception des modifications des conventions comptables décrites à la note 2. La direction évalue le rendement de chaque secteur en fonction de leur bénéfice ou de leur perte avant impôts sur les bénéfices.

Les intérêts débiteurs nets du siège social sont attribués aux secteurs manufacturiers et aux activités abandonnées selon leurs actifs nets moyens, calculés comme suit : la moitié du taux préférentiel canadien est imputé aux actifs utilisés bruts réduits des intérêts sur les avances de clients calculés au taux préférentiel canadien. Le solde des intérêts débiteurs réels non alloués, le cas échéant, est attribué à chacun des secteurs manufacturiers et aux activités abandonnées selon leurs actifs nets. La Société n'attribue pas d'intérêts débiteurs du siège social au secteur BC. Les actifs nets excluent les espèces et quasi-espèces, l'investissement dans BC et avances à Bombardier et les impôts sur les bénéfices reportés et sont réduits des crédateurs et frais courus, des avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes ainsi que du passif au titre des prestations constituées et autres. La plupart des dépenses du siège social sont attribuées à chacun des secteurs et aux activités abandonnées en fonction des revenus.

Le tableau contenant le détail des informations sectorielles se trouve ci-après.

15. FAITS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 8 août 2003, la Société a annoncé une entente pour la vente d'une importante partie du portefeuille d'avions d'affaires de BC pour 339,0 millions \$ US (475,0 millions \$). Le produit net prévu représente la valeur comptable des actifs vendus.

Le 26 août 2003, la Société a conclu une entente de principe pour la vente du secteur des produits récréatifs. Le prix d'achat total estimatif de 1 225,0 millions \$ est sujet aux rajustements de clôture incluant une assumption d'éléments de passif par l'acheteur, actuellement estimés être une réduction d'environ 150,0 millions \$. Le produit net sera payé au comptant et par l'émission de 25,0 millions \$ d'actions privilégiées de l'acquéreur. La transaction devrait se conclure durant l'exercice en cours et est sujette à la réalisation des documents définitifs relatifs à l'acquisition et au financement, à l'approbation de toutes les autorités gouvernementales compétentes et autres approbations et conditions usuelles.

* Marque(s) de commerce de Bombardier Inc. ou de ses filiales.

INFORMATION SECTORIELLE

(non vérifiée)

Pour les trois mois terminés les 31 juillet

(en millions de dollars canadiens)

Secteurs d'activité	Bombardier Inc.							
	consolidé		Aéronautique		Transport		BC	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
	(redressé - note 1)		(redressé - note 1)					
Revenus de tiers	5 266,5	\$ 5 267,1	\$ 2 839,6	\$ 2 747,5	\$ 2 314,3	\$ 2 393,7	\$ 112,6	\$ 125,9
Revenus intersectoriels	-	-	-	-	5,1	5,3	60,3	96,4
Revenus sectoriels	5 266,5	5 267,1	2 839,6	2 747,5	2 319,4	2 399,0	172,9	222,3
Coût des ventes et frais d'exploitation	4 884,5	4 774,9	2 629,4	2 424,5	2 191,2	2 275,3	129,3	176,8
Amortissement	169,5	201,3	97,6	119,3	35,2	43,8	36,7	38,2
Intérêts débiteurs (créditeurs) et autres revenus	26,2	14,5	49,3	67,0	(11,5)	(28,6)	(11,6)	(23,9)
Éléments spéciaux	39,0	211,4	39,0	211,4	-	-	-	-
	5 119,2	5 202,1	2 815,3	2 822,2	2 214,9	2 290,5	154,4	191,1
Bénéfice (perte) découlant des activités								
poursuivies avant impôts sur les bénéfices	147,3	\$ 65,0	\$ 24,3	\$ (74,7)	\$ 104,5	\$ 108,5	\$ 18,5	\$ 31,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles	58,6	\$ 162,3	\$ 40,0	\$ 121,6	\$ 18,1	\$ 37,0	\$ 0,5	\$ 3,7

INFORMATION SECTORIELLE

(non vérifiée, sauf les montants au 31 janvier 2003)

Pour les six mois terminés les 31 juillet

(en millions de dollars canadiens)

Secteurs d'activité	Bombardier Inc.							
	consolidé		Aéronautique		Transport		BC	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
	(redressé - note 1)		(redressé - note 1)					
Revenus de tiers	10 205,7	\$ 10 330,1	\$ 5 223,9	\$ 5 403,1	\$ 4 738,1	\$ 4 702,3	\$ 243,7	\$ 224,7
Revenus intersectoriels	-	-	-	-	10,7	10,8	146,2	189,6
Revenus sectoriels	10 205,7	10 330,1	5 223,9	5 403,1	4 748,8	4 713,1	389,9	414,3
Coût des ventes et frais d'exploitation	9 411,3	9 368,3	4 844,1	4 750,3	4 443,9	4 463,5	280,2	354,9
Amortissement	409,4	414,4	200,0	237,4	119,7	101,4	89,7	75,6
Intérêts débiteurs (crédoiteurs) et autres revenus	59,5	1,8	110,1	120,7	(27,5)	(50,9)	(23,1)	(68,0)
Éléments spéciaux	52,4	211,4	52,4	211,4	-	-	-	-
	9 932,6	9 995,9	5 206,6	5 319,8	4 536,1	4 514,0	346,8	362,5
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	273,1	\$ 334,2	\$ 17,3	\$ 83,3	\$ 212,7	\$ 199,1	\$ 43,1	\$ 51,8
Acquisitions d'immobilisations corporelles	241,8	\$ 296,7	\$ 125,3	\$ 232,6	\$ 114,6	\$ 57,4	\$ 1,9	\$ 6,7
Aux	31 juillet 2003	31 janvier 2003	31 juillet 2003	31 janvier 2003	31 juillet 2003	31 janvier 2003	31 juillet 2003	31 janvier 2003
Actifs nets sectoriels	6 524,1	\$ 4 670,5	\$ 3 942,4	\$ 3 250,8	\$ 1 330,5	\$ 133,0	\$ 1 251,2	\$ 1 286,7
Crédoiteurs et frais courus	7 327,4	8 490,7						
Avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes	3 312,2	3 816,0						
Passif au titre des prestations constituées et autres	1 171,0	1 185,6						
Impôts sur les bénéfices reportés	587,5	626,5						
Espèces et quasi-espèces	344,6	713,1						
Actifs détenus à des fins de vente	1 187,4	1 260,1						
Total des actifs – Bombardier	20 454,2	20 762,5						
Investissement dans BC	(1 251,2)	(1 286,7)						
Avances de BC	(356,2)	(69,1)						
Total des actifs – BC	7 701,1	9 602,7						
Total des actifs – Bombardier Inc. consolidé	26 547,9	\$ 29 009,4	\$	\$	\$	\$	\$	\$